



**Le développement synonyme de modernité,
la modernité synonyme de développement**





Le développement synonyme de
modernité, la modernité synonyme de
développement

Lwazi Siyabonga Lushaba



Conseil pour le développement
de la recherche en sciences sociales en Afrique

© **CODESRIA 2009**

Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique
Avenue Cheikh Anta Diop Angle Canal IV
BP 3304 Dakar, 18524, Sénégal
Site web : www.codesria.org

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne doit être reproduite ou transmise sous aucune forme ou moyen électronique ou mécanique, y compris la photocopie, l'enregistrement ou l'usage de toute unité d'emménagement d'information ou de système de retrait d'information sans la permission au préalable du CODESRIA.

ISBN: 978-2-86978-253-2

Mise en page : Hadijatou Sy
Couverture : Ibrahima Fofana
Impression : Imprimerie Saint Paul, Dakar, Sénégal
Distribué en Afrique par le CODESRIA
Distribué ailleurs par African Books Collective
www.africanbookscollective.com

Le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) est une organisation indépendante dont le principal objectif est de faciliter la recherche, de promouvoir une forme de publication basée sur la recherche, et de créer plusieurs forums permettant aux chercheurs africains d'échanger des opinions et des informations. Le Conseil cherche ainsi à lutter contre la fragmentation de la recherche dans le continent africain à travers la mise en place de réseaux de recherche thématiques qui transcendent toutes les barrières linguistiques et régionales.

Le CODESRIA publie une revue trimestrielle, intitulée *Afrique et Développement*, qui se trouve être la plus ancienne revue de sciences sociales basée sur l'Afrique. Le Conseil publie également *Afrika Zamani* qui est une revue d'histoire, de même que la *Revue Africaine de Sociologie*; la *Revue Africaine des Relations Internationales (AJIA)* et la *Revue de l'Enseignement Supérieur en Afrique*. Le CODESRIA co-publie également la *Revue Africaine des Médias; Identité, Culture et Politique : un Dialogue Afro-Asiatique*; *L'Anthropologue africain* ainsi que *Sélections Afro-Arabes pour les Sciences Sociales*. Les résultats de recherche, ainsi que les autres activités de l'institution sont aussi diffusés à travers les « Documents de travail », le « Livre Vert », la « Série des Monographies », la « Série des Livres du CODESRIA », les « Dialogues Politiques » et le « *Bulletin du CODESRIA* ». Une sélection des publications du CODESRIA est aussi accessible en ligne au www.codesria.org

Le CODESRIA exprime sa profonde gratitude à la Swedish International Development Corporation Agency (SIDA/SAREC), au Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), à la Ford Foundation, à la Fondation MacArthur, à la Carnegie Corporation, à l'Agence Norvégienne de Développement et de Coopération (NORAD), à l'Agence Danoise pour le Développement International (DANIDA), au Ministère Français de la Coopération, au Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), au Ministère des Affaires Étrangères des Pays-Bas, à la Fondation Rockefeller, à FINIDA, CIDA, IIEP/ADEA, à l'OCDE, à Oxfam America, à l'UNICEF, à la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF), ainsi qu'au Gouvernement du Sénégal pour le soutien apporté aux programmes de recherche, de formation et de publication du Conseil.



Sommaire

Auteur	vii
Introduction.....	1
Les lumières et la modernité	6
La généalogie de la modernité.....	18
Le début de la modernité.....	19
La modernité capitaliste	22
L'Hyper-modernité (Le capitalisme mondial)	31
Au-delà de la modernité occidentale	64
Conclusion	73
Notes	75
Références	86





Auteur

Lwazi Siyabonga Lushaba est originaire de l'Afrique du Sud. Il est professeur de Sciences Politiques à l'Université de Fort Hare en Afrique du Sud. Il a été enseignant associé au Centre des Études africaines de Leyde au Pays Bas. On peut citer parmi ses œuvres le volume co-édité titré *From National Liberation to Democratic Renaissance in Southern Africa* (2005).







Introduction

Malgré la diversité du débat sur le développement en Afrique, un fait demeure indiscutable : le continent reste sous-développé après cinq décennies d'efforts de développement. Quel que soit le point de vue avec lequel on s'engage dans ce débat, que ce soit du point de vue strictement économique qui se concentre essentiellement sur les variables économiques, en particulier la croissance du revenu, conduisant à la confusion de la croissance en rapport avec le développement, du point de vue de la « qualité de vie » ou de celui de l'Indice de développement humain (IDH) du PNUD, élargi pour englober les indicateurs socio-économiques, les données semblent indiquer la même conclusion. Le Produit national brut (PNB) et les niveaux de revenu par habitant dans la quasi-totalité des pays africains restent en dessous du seuil acceptable, alors que d'autres indices socio-économiques tels que la mortalité infantile, l'alphabétisme des adultes, l'accès à l'eau potable, l'espérance de vie à la naissance, etc. donnent une image similaire sinon plus inquiétante.¹

Par conséquent, au début du XXI^e siècle, la tâche consistant à examiner les nouveaux développements pendant les cinq dernières décennies et demie d'efforts de développement et de réflexion sur le développement en Afrique devient incontournable. Cependant, nous devrions garder à l'esprit que l'année 1950 ne marque pas le début de l'engagement du continent par rapport à la question du développement, même si elle marque un grand tournant dans la longue carrière tortueuse que le développement a connu en Afrique. L'historiographie du développement en Afrique en tant que concept et processus date de bien avant 1950. En effet, le colonialisme en Afrique a été justifié dès le départ comme une mission « civilisatrice » apportant le développement

dans une partie du monde qui était restée en dehors de l'histoire.

Quelle est donc la signification particulière de l'année 1950 ? Pour commencer, elle est l'année où l'économie des pays en développement est apparue comme un domaine distinct d'étude portant essentiellement sur la structure et le comportement des économies pauvres (Ohiorhenuan 2003:4). L'économie des pays en développement mettant l'accent sur l'explication de l'état de « sous-développement », les sciences politiques et la sociologie ont revendiqué la question des rapports (comportements) sociaux capitalistes manquants comme relevant de leur domaine, la théorie de la modernisation étant le domaine où elles se retrouvent mutuellement. Prises ensemble, l'économie des pays en développement et la théorie de la modernisation constituent ce à quoi je me réfère dans ce document comme la théorie et l'analyse économique bourgeoise.

L'année 1950 marque aussi le début d'une nouvelle forme de domination impérialiste, le néo-colonialisme. L'échec du colonialisme dans les années 1950 est crédité aux luttes populaires menées sous la direction de mouvements nationalistes africains bourgeois, mais pour assurer la poursuite du pillage du continent bien après la fin du colonialisme, les forces impérialistes occidentales ont conçu de nouvelles formes de domination. Le néocolonialisme est le mot polyvalent pour toutes ces nouvelles formes de domination instituées par les impérialistes occidentaux qui quittaient le continent pour assurer la disponibilité continue des marchés et des ressources naturelles de l'Afrique pour l'exploitation occidentale, et on peut dire en gros que 1950 a marqué le début de la transition partant de ce que Amin, citant Rey,

appelle le « colonial » vers le « mode de production néocoloniale » (1980:197).

C'est également dans les années 1950 que le marxisme, sous ses diverses formes — idéologie de la libération, modèle de développement alternatif, mode d'analyse — est entré dans le paysage politique et intellectuel de l'Afrique. À ce stade, nous avons compris le marxisme comme étant une alternative à la théorie et à l'analyse économique bourgeoise, et il y a en effet des différences fondamentales entre les deux. Nous connaissons bien le débat entre les deux écoles de pensée. Toutefois, sans écarter les différences entre ces deux écoles de pensée, il y a quelque chose qui les lie. Toutes les deux définissent le développement comme synonyme de modernité et partagent l'idée que pour que l'Afrique se développe, elle doit se « moderniser ». Il convient de souligner que l'émergence simultanée du néo-colonialisme, de la théorie et de l'analyse économique bourgeoise et du marxisme était plus qu'une coïncidence. L'Europe marxiste étant perdante dans la course pour les avant-postes coloniaux, est entrée en scène dans les années 1950 pour instituer son propre modèle de modernité, alors que la théorie économique bourgeoise a servi d'excuse intellectuelle pour le néo-colonialisme. Ainsi, bien que le marxisme et la théorie économique bourgeoise soutiennent des théories contraires sur la modernité, ils sont tous les deux issus d'un plus grand projet européen des Lumières, dont l'objectif était et reste de moderniser et d'« éclairer » l'Afrique. Bref, ils partagent tous les deux l'idée des Lumières sur le développement comme synonyme de la modernité et de la modernité comme synonyme de développement.

Pour dénouer cette relation historique entre le marxisme et la théorie économique bourgeoise et ses

implications pour la réflexion sur le développement en Afrique, nous devons retourner à leur point d'origine commun, au début de la modernité, lorsque l'Occident croisa pour la première fois ce qu'elle avait baptisé le monde « pré-moderne ». Remonter l'histoire de la rencontre de l'Afrique avec l'Europe à la période du début de la modernité est quelque chose d'essentiel pour comprendre l'impasse du développement contemporain en Afrique, c'est pourquoi le problème de développement en Afrique continue de défier même les modèles alternatifs supposés bien-éclairés. L'idée des Lumières selon laquelle l'Afrique, afin de se « développer », doit devenir une copie conforme de l'Occident moderne ne peut pas résoudre le problème de savoir comment façonner un paradigme de développement africain contextuellement informé.

Pendant longtemps, les spécialistes en matière de développement en Afrique ont soutenu que, pour que le continent se développe, il doit d'abord se libérer du joug du néo-colonialisme et rejeter la théorie économique bourgeoise occidentale (seuls certains d'entre eux étaient assez audacieux pour souligner que le marxisme fait également partie du joug occidental). Cependant, la question relative au sens du « développement » en Afrique est restée sans réponse. Cette question est devenue de plus en plus urgente en raison de la tendance prédominante dans le discours du développement en Afrique à supposer que le rejet du néocolonialisme ou du néolibéralisme mènera vers une ère de développement sans pour autant expliciter le sens du terme « développement ». Une telle théorie admet implicitement le concept des Lumières sur développement comme synonyme de modernité qui renvoie à la théorie du marxisme et à celle de la bourgeoisie.

En utilisant la prémisse qu'il existe des lois universelles de développement social selon lesquelles un système social succède à un autre, les marxistes soutiennent que c'est principalement parce que le continent est toujours pris dans une étape précapitaliste ou pré-moderne de production qu'il est sous-développé. Ainsi, ils concluent que, pour que l'Afrique se développe, elle doit tout simplement accélérer sa marche à travers ces étapes universelles de développement. Ce qu'ils veulent dire par là c'est le passage du mode précapitaliste de production et le système social s'y rattachant vers le mode de production capitaliste et les rapports sociaux capitalistes, de la même manière que l'a fait l'Europe à partir du XVIII^e siècle. Les marxistes parlent d'une conception téléologique de l'histoire ou d'une séquence unilinéaire de changement social, mais ils parlent du même processus que la théorie économique bourgeoise appelle simplement la modernisation. C'est ce courant de pensée, qui conçoit le développement comme une modernité universelle ou unilinéaire, que je souhaite problématiser dans cette étude, car, à mon avis, elle détient la clé pour résoudre l'impasse du développement de l'Afrique apparemment insoluble. Depuis bien plus longtemps, notre réflexion sur le développement a été paralysée par le « chantage des Lumières » de Foucault, d'être soit pour ou contre la modernité (1995:312).

L'objectif de cette étude est de construire une généalogie de l'idée du développement comme synonyme de modernité, depuis le début de l'époque moderne à travers l'ère de la modernité capitaliste jusqu'à l'époque actuelle de la modernité finale, et d'analyser les conséquences de cette idée de développement pour le processus de développement de l'Afrique. Mon point essentiel est que l'actuel discours néolibéral sur le développement est le

projet du Siècle des lumières écrit en grosses lettres, et que le travail de réflexion sur l'actuelle impasse du développement de l'Afrique (à laquelle je me réfère comme « impasse de la modernité »), bien qu'elle présente de multiples facettes, est essentiellement une question de déconstruction de la notion de développement comme synonyme de modernité abordée en premier par les philosophes du Siècle des lumières au début de l'époque moderne. À l'ère de la modernité capitaliste, cette idée a trouvé son expression dans la théorie économique bourgeoise d'une part, et le marxisme d'autre part. Dans notre actuelle époque d'hyper-modernité elle est exprimée à travers le paradigme de développement néolibéral, la mondialisation étant sa praxie.

Les lumières et la modernité

Nous nous appelons souvent des produits de la modernité, ou en tant que personnes vivant à « l'époque de la modernité », mais quel est le processus qui nous a conduits à ce point ? Si nous considérons les Lumières comme un projet exclusivement européen qui a commencé au XVe siècle et a atteint son apogée au XVIIIe siècle, comment nous en Afrique sommes-nous devenus des produits de ce projet se déroulant dans cette terre lointaine ? Avant d'aller plus loin, clarifions la relation entre les deux concepts, les Lumières et la modernité. Le concept des Lumières remonte au XVe siècle en Europe, mais les théoriciens sociaux classiques lui ont donné une formulation décisive au XVIIIe siècle, ils lui ont ensuite donné le nom modernité. En un mot, la modernité est une théorie des Lumières au XVIIIe siècle. Dans ce document, je vais utiliser les deux termes de manière interchangeable. Ceci étant dit, nous pouvons maintenant

commencer à réfléchir sur la question : qu'est ce que le concept des « Lumières » ?

On dit souvent que les Lumières étaient une Époque de Raison. Ce qui était caractéristique à cette époque fut la rupture avec l'idée que les lois régissant la nature et l'existence sociale ne pouvaient être tirées que des doctrines théologiques ou traditionnelles. Dans l'Europe médiévale, la vie était vécue et organisée en conformité avec ce qui était connu sous le nom de « Great Chain of Being » (Grande Chaîne de l'Être), qui considérait le cosmos comme une simple expression d'un ordre surnaturel. Cet ordre s'est manifesté dans une structure hiérarchique de créatures obéissant aux lois établies dans le monde de l'au-delà. Par conséquent, pour comprendre quoi que ce soit dans le cosmos, les lois qui régissent la nature, l'ordre social et l'existence de l'humain, il fallait seulement se référer aux livres sacrés ou les doctrines théologiques. La raison humaine et l'observation scientifique n'étaient considérées comme légitimes que dans la mesure où ils justifiaient les formes existantes de l'autorité. En effet rien à l'époque ne ressemblait ce que nous comprenons aujourd'hui comme savoir scientifique. Le peu qui pouvait être connu de l'univers était issu d'interprétations religieuses des doctrines théologiques fournies par l'église. L'église, comme le seul dépositaire du savoir, a non seulement interprété les doctrines religieuses, mais a aussi promulgué des lois considérées comme correspondantes à ces doctrines.

Une autre caractéristique de cette époque était une forme d'autorité politique fondée sur la théocratie, c'était l'époque de monarques absolus qui gouvernaient par le « droit divin ». Ils étaient les représentants de Dieu sur terre et, à ce titre, avaient le pouvoir de faire des lois et de présider l'État sans se référer à la volonté du peuple. Les

populations étaient censées obéir sans hésiter, et celles qui osaient défier l'autorité du roi étaient publiquement torturées et leurs corps démembrés non pour les punir pour autant, mais démontrer publiquement la puissance du dirigeant divinement nommé. Par conséquent, les Européens du Moyen Age se considéraient comme d'abord des objets de la nature et ensuite du pouvoir théocratique, elles n'avaient les moyens ni d'expliquer leur existence sociale ni les phénomènes naturels qui les affectaient.

Cependant, vers le XVe siècle, l'hégémonie de l'église et de ses dogmes théologiques a commencé à diminuer. Des philosophes et des scientifiques du siècle ont commencé à orchestrer une rupture radicale avec l'ordre traditionnel et religieux des choses en soumettant la sagesse théologique reçue à la critique, à l'examen rationnel. En croyant en la puissance de la raison, ils ont soutenu que tout dans l'univers pourrait être expliqué scientifiquement. Ainsi, les doctrines théologiques ne suffisaient plus pour expliquer l'ordre de la nature, ces doctrines ne pouvaient non plus justifier le pouvoir absolu des rois. Au-delà du fait de chercher les lois scientifiques qui régissent la nature, ces nouveaux penseurs ont travaillé dur pour développer un nouvel ordre de savoir fondé sur l'universalité de la raison et le caractère universel de l'explication scientifique. Ce processus a abouti à une encyclopédie de la connaissance dans laquelle étaient enregistrées non seulement les lois scientifiques de la nature mais aussi les règles régissant l'ensemble des entreprises de production de connaissances.

Ainsi, nous pouvons définir les Lumières comme un mouvement pédagogique pour construire un discours nouveau, rationnel et scientifiquement ordonné de la nature, de l'autorité, de l'existence sociale et presque de

tout dans l'univers. Il symbolise la victoire de la raison dans sa lutte avec la foi. Pour atteindre leurs objectifs, les philosophes des Lumières ont posé des questions jusqu'à présent interdites (« sacrilèges ») telles que : Qui ou quoi contrôle le monde ? Quels principes sous-jacents régissent l'ordre de la nature ? Quelle est la forme de la terre ? Et ainsi de suite. Pour eux, de telles questions ne pourraient être répondues que par la science fondée sur l'universalité de la raison et non pas le dogme religieux. À partir de ce moment, tout dans l'univers, qui jadis avait semblé mystérieux et divinement ordonné, devint explicable par la puissance de la raison humaine et l'observation scientifique. Parallèlement à cela est venue la possibilité de l'organisation de la nature et de l'ordre social/politique afin de rendre le futur plus prospère et plus juste, d'où l'association étroite des Lumières à l'idée du progrès.

Jean-François Lyotard (1984), un critique avoué de la modernité, souligne le caractère central de la connaissance dans l'ensemble du projet des Lumières dans son essai *The Post-Modern Condition* (La condition postmoderne). Il montre comment la connaissance scientifique, afin de se légitimer, a involontairement conduit à la naissance du sujet moderne. Il identifie ce qu'il appelle deux « récits de légitimation de la connaissance ». L'un est plus politique, l'autre plus philosophique. C'est au récit politique de légitimation que je voudrais porter mon attention, car il est plus fascinant dans son explication du processus qui conduit à la naissance du sujet moderne. Selon ce récit, la connaissance trouve sa validité non pas en elle-même, non pas dans un sujet qui se développe en réalisant ses possibilités d'apprentissage, mais dans un sujet pratique — « l'humanité » (1996:487).

À travers l'analyse de Lyotard, nous comprenons maintenant que, entre autres choses, le sujet moderne se

développe en réalisant ses capacités d'apprentissage. De façon plus significative, contrairement à la plupart des analyses qui indiquent seulement la mort du spectacle comme annonçant la naissance du sujet moderne, l'analyse de Lyotard va plus loin pour montrer comment la connaissance dans son processus d'auto-légitimation ouvre la voie à une forme d'autorité politique centrée sur le sujet. Elle le fait en s'appropriant la responsabilité de l'isolement de ce qui est juste et bon pour l'humanité. Lyotard montre ensuite que, afin de sauvegarder ce qui est bon et juste, le récit de légitimation plus politique postule que la liberté et les formes d'autorité centrées sur le sujet sont essentielles, servant ainsi d'impulsion incitant les personnes à demander une nouvelle forme de pouvoir qui va les traiter en tant que sujets (1984:487-9). Ainsi, au sommet du long répertoire des signifiants marquant l'avènement de l'âge moderne, se trouve la notion du sujet moderne, souverain, autonome et rationnel — souverain car de lui découle la légitimité de l'autorité politique, autonome car il cesse d'être un objet de l'autorité et de la connaissance théologique, et rationnel parce qu'il est guidée par la raison et non par la tradition ou la doctrine.

Libérée de la sténose de l'autorité et de la tradition théologiquement constituées, le sujet rationnel moderne embrasse un nouvel ordre de connaissance soutenu par la raison universelle étant comme la boussole avec laquelle il faut piloter l'existence sociale.

À partir de ce moment la pensée des Lumières procède par une série d'oppositions binaires — le moderne contre le pré-moderne, l'Occidental contre « l'Oriental », le rationnel contre l'irrationnel, le capitaliste contre le précapitaliste — qui sont enfermées dans un rapport de forces asymétriques. Les principaux concepts sont imprégnés de valeur analytique, de telle sorte que c'est à

travers eux seulement que les derniers peuvent être compris. Par ailleurs, les premiers se réfèrent à des sociétés qui ont atteint la dernière phase dans la progression de l'humanité et de l'histoire, tandis que les derniers sont considérés comme en transition et définis par ce qui leur manque ou ce qu'ils ne sont pas. Ainsi, les principales catégories sont en réalité un euphémisme pour l'Occident.

Cette idée des Lumières comme un processus ou un mouvement évolutif depuis la période pré-moderne jusqu'aux formes modernes d'organisation sociale a finalement trouvé sa déclaration académique la plus explicite dans les œuvres du sociologue classique allemand Ferdinand Tonnies. Expliquant le même processus, il déploie les concepts binaires désormais familiers, le *Gemeinschaft* indiquant la communauté (traditionnelle) et le « *Gesellschaft* », signifiant la société (Tonnies 1957). Sa théorie, qui a par la suite été élargie par des étudiants de la modernisation à la fin des années 1950, postule que les sociétés évoluent partant de la tradition (pré-modernité) à la modernité à travers un processus de rationalisation qui implique l'abandon des relations organisées autour de traits familiaux ou parentaux pour celles fondées sur la rationalité et la différenciation sociale. Dans un commentaire bref mais captivant, El-Kenz (2005) pose les mêmes oppositions binaires en expliquant les politiques de production du savoir à l'intérieur et au sujet de l'Afrique. Il se réfère à la société moderne de sujets rationnels comme le « *humanitas* ». Selon lui, le sujet moderne possède un nouveau type d'épistémè, il cesse d'être un objet, car au-delà de toute apparence extérieure, il s'appelle et s'affirme comme le sujet ou la fontaine d'où jaillissent toutes les connaissances (2005:13). Le contrepoint de ce sujet moderne, occidental, autonome, rationnel, c'est ce que El-Kenz appelle « *anthropos* » (2005:13) et Saïd

(1978) « l'oriental », qui ne fait que vivre et n'examine pas la vie, qui est fasciné par la culture pré-moderne et la religion grotesque et peut donc être un objet (dépourvu de tout organisme et de toute autonomie de réflexion) de la connaissance occidentale (ainsi que de l'autorité traditionnelle). Mieux étudié à travers le prisme de cette science coloniale, l'anthropologie (et nous pouvons ajouter les récits de voyage), l'anthropos ou l'oriental est fondamentalement différent de l'humanitas, car ce dernier, ayant réalisé ses capacités d'apprentissage, se transforme en un sujet de ses propres connaissances.

Ce que l'analyse précédente rend évident, c'est que, plutôt que de comprendre les Lumières comme un événement, il est plus approprié de le voir comme un processus ou une progression du principe de la rationalité humaine. En effet, dans son évolution, les Lumières ont connu bien des moments différents, l'un d'eux étant celui de la modernité. Beaucoup affirment maintenant qu'il a enfin atteint son paroxysme et déclarent sa fin, ainsi baptisant notre époque comme une ère « postmoderne » (Lyotard 1984), d'autres préfèrent conceptualiser notre époque comme une ère postindustrielle (Bell 1976). Cependant, il existe encore une autre école de pensée qui conteste l'idée d'une modernité universelle singulière et a, au cours des deux dernières décennies, plaidé la cause des modernités multiples ou plurielles (Chatterjee 1997 ; Mitchell 2000). Bien qu'étant en désaccord, ces écoles précitées admettent que nous ne pouvons pas comprendre pleinement les Lumières sans apprécier les développements historiques qui se produisent dans l'Europe du XVIIIe siècle, qui marquent un moment important dans son histoire.

Le XVIIIe siècle est, en effet, un moment important dans l'histoire des Lumières, pour plusieurs raisons.

Premièrement, c'est à cette époque qu'a émergé en Europe une nouvelle forme de société caractérisée par la délimitation des sociétés en États-nations, les formes inanimées de production ou d'industrialisation, l'indivision sociale, l'urbanisation, l'économie monétaire, la bureaucratisation, la différenciation sociale et structurelle, la spécialisation des rôles, une nouvelle culture de masse, les nouvelles notions de bien et de mal, les valeurs esthétiques modernes, la monopolisation des instruments de la force par l'État et la banalisation de la main-d'œuvre et des relations sociales, toutes considérées comme les marques de la modernité. En un mot, le temps moderne signifiait l'avènement d'une société capitaliste ou industrielle.

Parallèlement à ces transformations politiques et sociales, la société européenne de l'époque a développé un ensemble de connaissances, auxquelles nous nous référons maintenant comme le discours de la modernité ou la théorie sociale moderne. En accord avec les objectifs des Lumières, les théoriciens de la société moderne ont cherché à développer des théories universellement valables sur le développement social, l'histoire et le progrès. Le fait que ces théories aient été principalement des analyses de l'histoire et du progrès des sociétés *européennes* ne les a pas empêchées d'être présentées comme des récits universellement valables de l'histoire humaine et du développement. Dans le processus, le « développement » a pris une nouvelle signification. Bien qu'ils divergeaient du point de vue des outils et/ou des unités d'analyse devant être déployés en analysant les processus qui se déroulent en Europe, les théoriciens de la société classique ont reconnu qu'un seul sens de l'expression « développement » existe — le développement comme synonyme de modernité — avec l'Europe étant le modèle universel. Par

conséquent, à partir du XVIII^e siècle, l'idée de développement est devenue synonyme de la modernité européenne. Pour réaffirmer une évidence, tous ces processus sont résumés dans l'avènement d'une société capitaliste ou industrielle. Ainsi, l'Europe du XVIII^e siècle et son discours moderniste associé nous a engendré l'idée du développement comme synonyme de modernité, la modernité désignant un mode de production capitaliste et des rapports sociaux capitalistes. Ainsi a émergé l'idée d'un temps universel historique et un monde avec un seul centre, l'Europe.

Le discours moderniste date l'histoire de toutes les sociétés humaines en trois périodes, antique, médiévale (ou pré-moderne) et moderne, toutes tirées de l'histoire de l'Europe. Pour ceux qui sont habitués à penser en termes marxistes, celles-ci peuvent être représentées comme trois différents modes de production, le mode de l'esclave/asiatique, le mode féodal et le mode capitaliste, en rapport avec les mêmes trois périodes. Je n'ai pas besoin de rappeler au lecteur que Marx aussi a tiré celles-ci de l'histoire de l'Europe. En partie pour cette raison, mais aussi parce que le matérialisme historique considère l'histoire comme étant objectivement déterminée par les conditions matérielles, le marxisme nous enseigne qu'il n'existe qu'une seule histoire universelle; toutes les sociétés se développent séquentiellement à travers ces trois étapes de l'histoire, ces périodes ou modes de production.²

Avant de continuer, nous devrions pour un instant faire une pause et nous demander s'il existait au XVIII^e siècle une entité homogène singulière appelée Europe ou la culture/civilisation européenne. Dans un sens propre, non. La notion d'une Europe homogène était elle-même un produit de l'époque de la modernité et de son discours moderniste. À partir de l'époque de la modernité, se dégage

une tendance au sein de la théorie sociale occidentale pour peindre une image faussement homogène de la civilisation européenne moderne et de l'histoire (Kaviraja 2005). Dans cette image, l'Europe multiculturelle ou plurielle slave, germanique, celtique, etc. se fond dans une singulière civilisation moderne européenne divisée du reste du monde. Ce dernier est aussi présenté comme une entité homogène définie par un spectre commun de barbarie, d'arriération, de grossièreté, de sauvagerie, d'enfantillage, d'irrationalité, etc. Cet « autre » pré-moderne est fondamentalement le même, où qu'il soit.³ La conclusion de Kant (1960) que la quasi-totalité des sociétés non occidentales ne possèdent ni un sens de la beauté ni un sens du sublime mérite d'être examinée, non pas pour des raisons racistes, mais de façon plus significative pour sa représentativité de la cartographie générale de l'Orient dans la pensée des Lumières. Ses conclusions effrayantes méritent d'être reproduites longuement. Après avoir étudié et prôné les notions supérieures de la beauté et du sublime soutenues par différentes sociétés occidentales, il conclut que, « Pour le reste, ils affichent peu de signes d'un sentiment meilleur. Les Indiens ont un goût dominant du grotesque... Leur religion grotesque, les idoles à la forme monstrueuse, l'ineffable dent du puissant singe Hanuman, la rédemption dénaturée des fakirs et ainsi de suite leur conviennent... Quelle grotesquerie insignifiante les compliments verbeux et artificiels des Chinois contiennent-ils! Même leurs peintures sont grotesques et dépeignent des personnages étranges et insolites, tels qu'on les rencontre nulle part ailleurs au monde ».

L'analyse de Mitchell (2000) sur la manière dont le discours moderniste construit cette singulière civilisation

universelle européenne, ainsi que la période de l'histoire universelle, est convaincante:

L'époque moderne présente une vision particulière de la géographie, dans laquelle le monde a un seul centre, l'Europe... qui s'imagine comme un continent en référence à laquelle toutes les autres régions doivent être situées, et une compréhension de l'histoire dans laquelle il n'y a qu'une époque qui se dévoile, l'histoire de l'Occident, en référence à laquelle toutes les autres histoires doivent établir et recevoir leur signification (2000:5).

Le discours moderniste non seulement place l'Europe au centre du monde mais élimine l'Afrique du courant dominant. Là où le continent se distingue, il ne le fait que dans l'ombre de l'Europe. En effet, on nous dit que notre histoire commence au point de contact avec l'Europe. L'Afrique perd son autonomie, rien à son sujet ne peut être connu s'il n'est pas juxtaposé à l'Occident. Dépouillé de son histoire et de son autonomie, le continent devient l'« autre » de l'Occident, défini par ce qui lui manque ou ce qu'il n'est pas.

La théorie du développement moderne définit toujours négativement l'Afrique comme étant sans histoire, sous-développée, précapitaliste, non industrialisée, pré-moderne, etc. Comme on l'a sus-noté, ces épithètes, en plus de décrire ce qui prétendument manque à l'Afrique, servent de repères pour l'avenir, cet avenir étant le capitalisme, l'industrialisation, le développement, en un mot, la modernité. La leçon que la modernité donne est que pour nous comprendre et comprendre notre avenir, nous devons d'abord regarder vers l'Europe, ce qui veut dire que l'Afrique ne peut pas être étudiée comme une catégorie indépendante selon ses propres critères. Aujourd'hui, l'économie des pays en développement, la

discipline qui s'intéresse aux sociétés sous-développées, emploie toujours la même méthode. Elle contraste l'Afrique avec l'Occident, et l'écart entre les deux devient automatiquement son programme de développement.

Saïd (1978) a analysé la relation dialectique entre le discours moderniste et l'impérialisme. Par son travail, nous pouvons comprendre comment l'extension des relations de puissance asymétriques inhérentes aux catégories binaires que le discours moderniste crée devient possible, voire inévitable. En dépeignant les sociétés non occidentales comme étant pré-modernes, barbares et non civilisées, le discours moderniste/Orientalisme sert de justification morale pour la domination, l'asservissement et la décimation des sociétés non occidentales au nom de leur modernisation. D'autre part, l'objectif des Lumières de doter les sociétés pré-modernes de la civilisation universelle de la modernité n'aurait pas pu être réalisable sans l'impérialisme. Il apparaît ainsi clairement que les Lumières et l'impérialisme sont des aspects mutuellement constitutifs d'un même projet. Les Lumières engendrent l'impérialisme et vice versa. Sans l'impérialisme les objectifs des Lumières resteraient inachevés, tout comme l'impérialisme serait impossible sans les Lumières. C'est ainsi que nous, en Afrique, continuons d'être formés par deux processus : le discours moderniste qui nous définit comme pré-modernes et l'impérialisme, qui vise à nous moderniser. Le projet des Lumières ne se termine pas lorsque l'Europe a découvert la modernité. En vertu du fait d'avoir découvert la modernité, l'Europe incarne une « responsabilité morale » d'étendre la modernité au monde pré-moderne. Ainsi, la conviction de Marx que toutes les sociétés vont nécessairement imiter la trajectoire de développement de l'Occident et évoluer vers le mode

capitaliste moderne de production, l'a amené à célébrer le colonialisme comme une force de modernisation.⁴

La généalogie de la modernité

Après avoir tenté de donner un aperçu de la théorie de la modernité, revenons à notre double tâche consistant à retracer la généalogie de l'idée de développement comme synonyme de modernité et à montrer comment l'énigme du développement de l'Afrique est articulée dans cette idée. Le point que je veux développer, c'est que les causes profondes du sous-développement de l'Afrique peuvent être situées dans le grand projet de la modernité. En abordant les deux questions, nous pouvons subdiviser la rencontre de l'Afrique avec la modernité en trois périodes, chacune se distinguant par le type de relations qu'elle engendre entre le continent et l'Europe moderne. De ces relations, il est possible de repérer dans chacune les raisons fondamentales pour lesquelles l'inverse de la modernité occidentale est le sous-développement de l'Afrique.

Ces trois périodes sont: l'époque du début de la modernité ou « capitalisme mercantile » (du XVe au XVIIIe siècle), la modernité proprement dite ou « modernité capitaliste » (du XVIIIe au milieu du XXe siècle) et l'époque de la modernité finale ou de l'hyper-modernité (fin du XXe siècle), chacune accompagnée d'un discours de soutien (Mitchell 2000). Deux mises en garde s'imposent ici. Tout d'abord, ces périodes ne devraient pas être considérées comme étant mutuellement exclusives. Dans chacune d'elles se trouvent des éléments, des processus et des structures qui caractérisent les autres périodes. Deuxièmement, je traiterai plutôt sommairement des deux premières périodes et mettrai davantage l'accent sur l'époque actuelle de l'hyper-modernité, pour des raisons évidentes.

Le début de la modernité

Au cours de cette période, l'occupation principale a été la construction d'un discours décrivant l'Afrique comme un objet légitime de pillage et de domination pour l'Occident. Toutefois, suivant Saïd (1978), nous devrions comprendre la relation entre l'impérialisme et le discours des Lumières comme étant dialectique. Alors que l'impérialisme était une conséquence logique du discours des Lumières, ce discours n'était pas réalisable sans l'impérialisme. Cela ressort clairement du fait que, alors que le mercantilisme impérial était principalement un projet économique, il ne pouvait être rationalisé en termes purement économiques. Toute tentative visant à justifier le capitalisme mercantile et ses projets corollaires — la traite négrière et l'extraction/l'expropriation des ressources naturelles de l'Afrique — simplement en termes économiques, faisait face à des obstacles auxquels les théories économiques étaient incapables de répondre. Les règles de la raison et les normes de la morale humaine, la justice et l'équité, par exemple, ne permettaient pas à l'Europe, alors en début de modernité, de décimer le continent de la sorte simplement pour satisfaire son besoin en main-d'œuvre et en ressources minérales. Répondre à ce défi était une tâche qui était du ressort de la pensée des Lumières.

En fait, l'Afrique devait d'abord être vidée de toute prétention à être un continent d'êtres humains dignes de respect, comme les Européens modernes. C'est alors seulement que le double processus d'esclavage et de pillage économique de l'Afrique pouvait se dérouler sans entraves. Donc, la pensée des Lumières a fourni une justification morale à la domination du continent, tandis que la première théorie économique expliquait la nécessité des sources externes de main-d'œuvre et de capital constant. En vue de faire de l'Afrique un lieu de pillage sûr pour

l'Occident, les premiers philosophes des Lumières ont développé un discours comportant deux systèmes de connaissances, l'un applicable à l'Europe et l'autre à l'Afrique (et le reste du monde non-occidental). Les éléments de ce discours, que nous appelons maintenant l'orientalisme, peuvent être résumés comme suit: alors que les lois universelles de la raison, de la morale et des sensibilités modernes ont exclu la possibilité que l'Europe moderne s'asservisse et se pille *elle-même*, la barbarie, l'enfantillage et l'irrationalité (pré-modernité) présumés de l'Afrique ont non seulement permis, mais même justifié son exploitation et sa déshumanisation.

Libérée de ses inhibitions morales par ce nouveau discours, l'Europe mercantile a poursuivi avec une « conscience claire » de s'engager dans la traite négrière et d'exproprier la plus-value et les ressources minérales de l'Afrique pour son développement. Sous la couverture intellectuelle offerte par les Lumières, les obscénités de diverses formes devinrent admissibles au-delà de l'expropriation des humains et des ressources minérales de l'Afrique. Sinon, comment pouvons-nous expliquer la capture et l'exposition de cette femme africaine, Sarah Bartman, dans les musées occidentaux comme un artifice culturel ? Aucune autre réponse n'existe sauf celle relative au mépris de l'Europe pour les Africains considérés comme des objets de désir et de connaissance pour l'Occident. Comme l'affirme Said (1978) :

L'examen imaginatif des choses Orientales était basé plus ou moins exclusivement sur une conscience Occidentale souveraine de la centralité incontestée de laquelle est apparu un monde Oriental, d'abord selon les idées générales sur qui ou ce qu'était un Oriental, puis selon une logique détaillée régie non seulement par la réalité empirique, mais

par un tas de désirs, de répressions, d'investissements et de projections (1978:8).

Ainsi, je suggère que notre mépris (sans les absoudre de toute culpabilité) ne soit pas pour ceux qui se sont livrés à des actes d'esclavage et de pillage de l'Afrique, mais plutôt pour leurs intellectuels, car ce sont ces derniers qui ont en premier écrit le discours par lequel ils ont pu mener leurs interactions avec l'Africain « sauvage ».

Il est clair que c'est la pensée des Lumières qui a ouvert la voie au capitalisme mercantile. Sans cette pensée, le capitalisme mercantile aurait trouvé des obstacles insurmontables en termes de raison humaine et de moralité. Dans nos diverses tentatives d'examen des causes profondes du malaise du sous-développement de l'Afrique, nous ne devrions donc pas omettre le rôle fondamental joué par la pensée antérieure des Lumières. C'est seulement dans un tel contexte que l'on peut apprécier correctement les effets économiques du capitalisme mercantile (ou la théorie antérieure de l'accumulation de capital à l'échelle mondiale). La pensée des Lumières ayant libéré l'Europe mercantile d'une éventuelle culpabilité, celle-ci, en quête de sources de capitaux bien nécessaires, a transformé l'Afrique en une réserve convoitée de minéraux et de ressources humaines. En d'autres termes, les germes de l'actuelle vulnérabilité extérieure des économies africaines ont été semés à cette époque du début de la modernité. D'une manière typique du discours orientaliste à deux dimensions, la pensée mercantile capitaliste a produit une théorie similaire à deux volets sur le développement économique. Alors que pour l'Europe, elle a prescrit le développement autocentré, pour l'Afrique, elle a proposé l'inverse. Pour le développement de l'*Europe*, elle a soutenu que les relations commerciales extérieures devraient être soumises à des

processus économiques et des besoins internes, alors la structure interne des économies africaines devrait bien répondre aux demandes externes de l'Europe. C'est le script des actuelles économies africaines axées sur l'élément de la demande.

La modernité capitaliste

Le processus qui a commencé à s'étendre dans l'Europe du XVe siècle a atteint son apogée au XVIIIe siècle. Maintenant subsumée sous le terme de « modernité », celle-ci n'était pas en fait une découverte d'une civilisation universelle, mais, vidée des prétentions philosophiques des Lumières et des revendications universalistes, et elle marquait la transition des sociétés occidentales de la féodalité vers le mode de production capitaliste et ses relations sociales associées (Amin 1980 ; Polanyi 1944). Toutefois, comme j'ai essayé de le montrer ci-dessus, il y a beaucoup à gagner en élargissant notre champ d'application au-delà des simples préceptes économiques de la modernité.

Ce que l'Europe moderne a essentiellement servi au reste du monde, en particulier à ces zones qui étaient sous sa domination coloniale, c'était un mode de production capitaliste et des changements super structurels associés, excepté le fait qu'elle était une forme faussée de capitalisme — un capitalisme *dépendant*. Si on comprend bien, un mode de production se compose d'une combinaison particulière de relations et de forces de production (Amin 1980:11), d'où notre conceptualisation des caractéristiques empiriques de la modernité comme étant des changements superstructurels associés ou des rapports de production rendus inévitables par le développement des nouvelles forces de production capitalistes.⁵ Kaviraj (2005) a donc raison d'affirmer

qu'une relation fonctionnelle existe entre le capitalisme industriel et ces changements super structurels. Il soutient que « l'essor d'une économie capitaliste fondée sur la rationalité économique n'est pas accidentellement lié à la croissance de la bureaucratisation dans les pratiques de l'état. Ils sont étroitement liés car la rationalité bureaucratique est tout simplement l'application du même principe général de *rationalité économique* dans la sphère de la relation de l'état avec sa population » (2005:8, les italiques sont les miens).

Hegel est peut-être le premier à avoir noté dans son œuvre *Philosophy of Right* (La philosophie du droit) l'existence d'une relation contingente entre la modernité, en particulier le sujet universel moderne et le mode de production capitaliste. Son argument, simplement exprimé, c'est que l'appartenance à une classe lie une personne à un universel. Ainsi, on peut affirmer que sans une société de classe il ne peut y avoir de sujet universel, autonome, rationnel. Même si nous pouvons ne pas être d'accord sur la généralisation de Hegel que toutes les formations sociales doivent d'abord se métamorphoser en de matures sociétés de classes avant qu'elles ne puissent être considérées comme modernes — après tout, l'Europe à l'aube de la modernité n'a nullement trahi le caractère de classe typique du capitalisme industriel mature — sa plus grande thèse selon laquelle la naissance du sujet universel moderne est fonctionnellement liée à l'émergence d'une sphère publique bourgeoise est difficilement contestable. En conséquence, Hegel a, dans le contexte du discours des Lumières, dans une large mesure raison dans son affirmation selon laquelle, « lorsque nous disons qu'un homme est un « quelqu'un », nous entendons par là qu'il devrait appartenir à une classe sociale spécifique, dans la mesure où être quelqu'un

signifie avoir un statut important. Un homme sans classe est une simple personne privée et son universalité n'est pas actualisée » (1952:207).

Pour faciliter l'analyse, je me limiterai à deux moments distincts qui marquent la rencontre de l'Afrique avec l'Europe dans l'ère de la modernité capitaliste: l'époque coloniale et l'émergence à la fin de cette période de l'économie des pays en développement (la théorie et l'analyse économique bourgeoise). Bien que les deux appartiennent à la même époque, ils se distinguent de façon significative, tandis que le colonialisme instrumentalise la violence, la théorie économique bourgeoise déploie la raison. L'héritage de l'époque coloniale, que je voudrais souligner, réside dans la manière dont elle a synchronisé les aspects économiques, intellectuels, sociaux et politiques du projet des Lumières. Peut-être plus que tout autre période, c'est le colonialisme qui a articulé tous les éléments du projet des Lumières avec la même verve. Comme celle-ci peut être glanée dans la partie précédente, à l'ère de la modernité impérialiste, le lien étroit entre le discours Orientaliste et la première théorie d'accumulation de capital à l'échelle mondiale est restée visible.

Toutefois, le moment colonial marque un changement dans la nature des relations entre les deux. A partir de ce moment, le discours orientaliste des Lumières devient intégré à la théorie et la pratique de l'accumulation de capital à l'échelle mondiale. Bref, à l'époque coloniale les politiques des Lumières deviennent indiscernables de l'économie de ce même projet, tout comme il est impossible d'isoler à cette période l'aspect intellectuel de l'aspect social de la modernité. De même, la théorie devient indiscernable de la praxis de l'État et de l'organisation économique. En effet, le colonialisme était à la fois un projet économique, politique, social et

intellectuel, le tout étant résumé comme la « mission civilisatrice ». Il n'était plus possible de mettre un trait entre ses éléments constitutifs alors nettement alignés.

Les économistes radicaux ont fait couler assez d'encre pour documenter la logique économique de la colonisation. Dû en grande partie à leurs efforts, le colonialisme est maintenant largement perçu comme ayant été rendu nécessaire par les besoins économiques de l'Europe. On n'a pas besoin d'être un marxiste pour apprécier la véracité de cette allégation. Le bon sens confirme que la privation et l'assujettissement économique de l'Afrique sont l'inverse fonctionnel de la prospérité et du développement économique de l'Europe. La contribution d'avant-garde de l'analyse matérialiste de la colonisation est d'avoir montré comment la plus-value extraite du continent a contribué au développement de l'occident. Cependant, le fait d'analyser la rencontre coloniale comme étant totalement déterminée par des facteurs économiques, omet d'autres facteurs subtiles mais tout aussi importants. Suivant l'analyse de l'intellectuel révolutionnaire algérien Albert Memmi, je suis persuadé que la relation coloniale comprend plusieurs autres caractéristiques importantes. Comme le souligne Memmi (1965) :

Observer la vie du colonisateur et du colonisé c'est découvrir rapidement que les humiliations quotidiennes du colonisé, son assujettissement objectif, ne sont pas seulement économiques. Même le plus pauvre colonisateur pensait être — et était en réalité — supérieur au colonisé. Cela aussi faisait partie du privilège colonial. La découverte Marxiste de l'importance de l'économie dans toutes les relations d'oppression n'est pas pertinente. Cette relation avait d'autres caractéristiques (xii).

Une de ces caractéristiques était l'authentification de l'idée des Lumières de la supériorité de l'Europe sur l'Afrique pré-moderne. Des psychanalystes ont démontré de façon éclatante comment, dans ce contexte européen l'« ego » a été construit, permettant aux pauvres colonisateurs — d'anciens criminels, des impersévérants scolaires, des indigents et des brigands — de voir les Africains comme des objets de satisfaction de leurs désirs. À travers les œuvres de psychanalystes, nous en sommes aussi venu à comprendre comment le souci de garantir la soi-disant supériorité de la conscience de soi et de la personnalité de l'Europe a servi comme une motivation également puissante pour le projet colonial. Une importante contribution apportée par la psychanalyse c'est d'avoir projeté le colonialisme comme un espace intersubjectif dans lequel le colonisateur et le colonisé étaient mutuellement constitués.

Comme je passe à l'examen du deuxième moment clé de l'ère de la modernité capitaliste — l'émergence à la fin de cette période de l'économie des pays en développement — mon but est de dévoiler les affinités idéologiques entre le projet des Lumières et l'économie des pays en développement. L'économie des pays en développement est fondamentalement un projet moderniste cherchant à transformer les sociétés pré-modernes, l'Afrique en particulier. À cet égard, je soutiens que l'économie des pays en développement n'a pas ouvert une nouvelle voie. Il a rénové l'ancien discours des Lumières qui a vu le développement de l'Afrique comme une reprise de la trajectoire de développement de l'Europe. Ainsi, l'économie des pays en développement est un prolongement du projet des Lumières. Au profit des sceptiques, retraçons la généalogie de l'économie des pays

en développement depuis ses origines à l'époque des Lumières.

Comme nous l'avons vu, le discours moderniste catégorise les sociétés en oppositions binaires enfermées dans une relation asymétrique, le moderne contre le pré-moderne, l'Occidental contre le Non Occidental, l'historique contre l'anhistorique, les premières catégories représentant la dernière étape d'une progression historique universelle de l'humanité et les dernières une transition « en réalisation » ou une étape à atteindre. Une telle approche est fondée sur la logique perverse que, nonobstant les conditions divergentes initiales et les contextes socio-historiques, les dernières catégories sont tenues d'évoluer vers leur destin futur incarné par les sociétés occidentales modernes des humanistes. Pour établir les continuités entre le discours des Lumières et de l'économie des pays en développement, une relecture de l'histoire de celle-ci peut être utile. Dans une analyse simple mais révélatrice, Ohiorhenuan (2003) résume bien la naissance de l'économie des pays en développement dans les années 1950 comme suit :

En définissant le « développement », il convenait aux économistes d'adopter la méthodologie néoclassique familière de la statique comparative. Une liste des caractéristiques dérivées de l'économie capitaliste métropolitaine a été produite. Celle-ci a été comparée à certaines caractéristiques des économies agraires des pays sous-développés, et la différence a été prise comme agenda du développement (2003:5).

En dépeignant le sous-développement comme le déficit entre les caractéristiques de l'Ouest développé et des sociétés africaines sous-développées, la théorie économique bourgeoise était loin d'être originale, elle ne faisait

que ré-invoquer la logique du discours des Lumières. Puisque l'Occident moderne est considéré comme le développement par excellence, la théorie bourgeoise du développement économique ne voit pas de raison de définir le développement. Qu'il suffise de savoir que ce n'est qu'en imitant l'Occident que peut se développer l'Afrique. Des questions telles que les avantages et la faisabilité de la trajectoire du développement de l'Occident dans le contexte africain tombent à l'eau.

Comme pour affirmer son affinité idéologique avec le discours des lumières, l'économie des pays en développement reprend les mêmes oppositions binaires avec les mêmes effets oppositionnels que des poignées théoriques avec lesquelles il faut subdiviser la question du développement en Afrique. Le développement est considéré comme un processus unilinéaire, un mouvement d'un état de transition pré-moderne à l'état ultramoderne (occidental). À l'instar de la pensée des Lumières, la théorie de développement bourgeoise infléchit sur ces catégories une solide relation asymétrique. Ainsi, le sous-développement ne peut être compris ou étudié en isolant le concept directeur de développement. Le sous-développement est donc un concept vide, sans aucun sens, sauf celui d'être non pas comme l'Occident.

La manière dont le discours des Lumières est articulé dans la théorie économique bourgeoise est rendue évidente par la façon dont celle-ci prescrit la modernisation comme l'antidote du sous-développement de l'Afrique. Eisenstadt définit la modernisation comme « le processus de changement vers ces types de systèmes sociaux, économiques et politiques qui s'étaient développés en Europe Occidentale et en Amérique du Nord du XVIIe au XIXe siècle » (1966:1). L'économie des pays en développement ne dit-elle pas aujourd'hui que le problème

du sous-développement en Afrique est tout simplement l'absence de la modernité ? En conséquence, afin de se développer, l'Afrique doit se moderniser, et se moderniser signifie imiter l'histoire de l'Occident. Reprenant les philosophes des Lumières, les premiers pionniers de l'économie des pays en développement, tels que Rostow (1961), Nurkse (1953) et Lewis (1954) soutiennent que sans l'intervention de l'Occident, le développement de l'Afrique restera hors d'atteinte. Convaincus que, toute seule, l'Afrique pré-moderne est incapable de se moderniser, les théoriciens de l'économie bourgeoise ont légué à l'Occident la tâche de tutorat du continent dans la voie moderne de l'organisation économique et sociale. Le fait de ne pas fournir une telle aide « sympathique » signifie, pour ceux qui souscrivent à cette idée, laisser le continent languir dans la pré-modernité. Arturo Escobar (1995) nous montre comment l'économie des pays en développement construit une image de l'Afrique comme un continent économiquement en retard et impuissant qui a besoin d'être sauvé.⁶ En effet, il n'est pas rare aujourd'hui d'entendre les dirigeants occidentaux dire qu'ils doivent aider l'Afrique à se développer. Le fait que la plupart d'entre eux ne semblent pas reconnaître l'orgueil et l'ethnocentrisme dans leurs déclarations prouve comment cette représentation de l'Afrique comme impuissante économiquement et en attente d'être transformée par les pays occidentaux a acquis une influence presque hégémonique. C'est à ce niveau que se réveille le fantôme de la pensée des Lumières qui a considéré l'Afrique pré-moderne comme l'objet non seulement de la tutelle Occidentale, mais aussi du savoir spécialisé de l'Occident, de ses frontières disciplinaires maintenant prolongées au-delà de l'anthropologie et des

récits de voyage pour inclure la théorie et l'analyse économiques.

Avec la même conviction, les économistes en développement affirment que toute déviation par rapport au modèle standard de développement de l'Occident est malvenue et vouée à l'échec en Afrique. Peut-être que ce syndrome du « sans alternative » a une histoire plus longue que nous avons tendance à penser. La prémisse du discours des Lumières, comme dans la théorie et l'analyse économique bourgeoise, c'est que, malgré les conditions initiales ou la pluralité de leur passé, toutes les sociétés vont évoluer vers la modernité occidentale, suivant une trajectoire de développement universel. Ainsi, on peut dire que l'économie du développement bourgeoise souligne l'universalité de l'époque historique de l'Occident et sa trajectoire de développement spécifique. L'hypothèse est que les mêmes processus (peut-être les luttes et les contestations) qui ont conduit à l'émergence du capitalisme en Occident doivent encore se jouer à l'Afrique, conduisant aux mêmes développements.

Dans notre époque actuelle de l'hyper-modernité ce raisonnement trouve son expression dans le paradigme de développement néolibéral imposé aux pays africains par les institutions de Bretton Woods et leurs adeptes théoriciens. Promu sous différentes formes, le paradigme néolibéral vise à avancer de façon plus approfondie la tâche de modernisation de l'Afrique. Il part des mêmes prémisses des Lumières : d'abord, que le développement est synonyme de modernité et, ensuite, que le développement de l'Afrique ne peut être que sur l'initiative de l'Occident. C'est cette époque de la modernité finale que nous allons maintenant aborder. Une fois de plus, l'objectif est de clarifier les processus par lesquels l'idée de développement des Lumières est propulsée et les

implications que cela a pour le développement en Afrique. En même temps, je tenterai de démystifier l'affirmation fallacieuse des défenseurs du capitalisme mondial que la mondialisation et son discours de développement néolibéral sont des phénomènes nouveaux donc progressifs (Bhagwati 2004).

L'Hyper-modernité (Le Capitalisme mondial)

L'adage de Debray selon lequel « l'histoire avance déguisée, elle apparaît sur scène portant le masque de la scène précédente, et nous avons tendance à perdre le sens de la pièce » s'applique peut-être mieux à l'ère de l'hyper-modernité qu'à n'importe quelle autre époque (Shivji 1976:29). Ceci se manifeste dans la manière dont le capitalisme mondial est maintenant analysé comme s'il s'agissait d'un nouveau modèle de développement qui offre d'immenses possibilités pour le développement équitablement à toutes les sociétés qui y participent. Ces analyses engendrées par l'intérêt sont atteintes d'amnésie sélective, elles ignorent résolument les points communs entre le discours de développement du capitalisme mondial/néolibéral et le discours de modernité des Lumières.

Des universitaires plus perspicaces comme Amin (1980) ont démontré l'historicité du capitalisme mondial en prouvant qu'elle n'est qu'un moment dans la longue évolution historique du capitalisme depuis le XV^e siècle. D'autres, ayant perdu le « sens de la pièce », en sont venus à la conclusion très recherchée que la nouveauté du capitalisme mondial est que, s'il est bien abordé, il pourrait être progressif et non-polarisant.⁷ Je soutiens que la mondialisation (et son discours néolibéral associé) n'est pas nouveau, mais qu'elle est une continuation par d'autres moyens de la « mission civilisatrice » postulée par la théorie

de la modernité. Ses motivations idéologiques restent bien en harmonie avec celles des Lumières.

Les nouveautés du capitalisme en cette époque actuelle de la modernité finale sont ses capacités énormément renforcées de surimposer le principe capitaliste de la valeur d'échange dans des domaines qui pendant longtemps sont restés à l'abri de celui-ci (le nouveau régime des droits de propriété intellectuelle est un cas d'espèce), d'extraction de la plus-value des sociétés non occidentales à un taux et une vitesse qui n'ont jamais été connus auparavant, de transfert des contradictions du capitalisme mature (comme l'externalisation des secteurs tertiaires de l'économie) de l'Occident aux formations périphériques capitalistes, de propagation des valeurs occidentales par le biais des institutions de la culture de masse et de supplanter l'État en tant que gardien de marchés nationaux avec une architecture de développement international. C'est pour cette raison que j'ai choisi, faute d'un meilleur terme, d'appeler l'époque actuelle du capitalisme mondial l'hypermodernité.

Par conséquent, je vais, comme sus-indiqué, contester l'affirmation des défenseurs de la mondialisation selon laquelle les politiques économiques dévastées par le processus de mondialisation sont soit nouvelles ou facilitent le développement. Quels sont donc les fondements intellectuels des soi-disant nouvelles politiques économiques que le capitalisme mondial impose à l'Afrique ? Il faut les trouver dans les théories/modèles de développement économique néo-classique développés par les pionniers de l'économie des pays en développement, c'est-à-dire le modèle de déficit de financement de Harrod-Domar, le modèle ICOR,⁸ les théories de commerce international ricardiennes et de Heckscher-Ohlin (pour une présentation très détaillée de

ces modèles voir Easterly 2002 ; Ray 1998 ; Garba 2003). Dès le début, ceci révèle la pauvreté de l'affirmation que le capitalisme mondial et les politiques promues en son nom sont nouveaux. Ils découlent plutôt logiquement des théories de développement économique traditionnelles façonnées à la fin de la précédente période de modernité capitaliste. Sur cette toile de fond, nous pouvons donc percevoir le capitalisme mondial et son néo-libéralisme associé comme rien de plus que l'actuelle réincarnation de la théorie du développement/ la théorie et l'analyse économique bourgeoise des années 1950. Tout comme son auteur, le discours actuel de développement mené sous le couvert de la mondialisation cherche à travers la pédagogie à transformer ou moderniser les sociétés pré-modernes. Essentiellement, l'actuel discours de développement a renoué l'ancienne théorie et l'analyse économique bourgeoise qui avance la modernité. Elle promeut maintenant la même chose sous un autre nom — la mondialisation — mais les composantes restent les mêmes. Ainsi, ceux qui soutiennent que la mondialisation est potentiellement progressive souscrivent invariablement au faux raisonnement selon lequel une copie peut devenir un original ou que le rattrapage est possible.⁹

En soutenant que les frontières de la mondialisation se confondent avec celles de la modernité, je vais mettre l'accent sur les trois principaux domaines de politique à travers lesquels les institutions de la mondialisation cherchent à tirer le continent plus profondément dans la modernité occidentale, les investissements étrangers directs pour stimuler la croissance et couvrir le déficit de financement, les réformes macro-économiques et la libéralisation du commerce. En littérature, ces trois domaines sont reconnues comme étant les piliers du Consensus de Washington (Stiglitz 2002 ; Sundaram 2005 ;

Marais 2001). Leur ascendance au sommet du Consensus de Washington est également symptomatique d'un changement paradigmatique dans la théorie et l'analyse bourgeoise du développement économique qui se produit au début des années 1980. Ce fut le retour, après un bref déplacement, du fondamentalisme néoclassique du marché au centre de la discipline de l'économie des pays en développement. Défendue par plusieurs fondamentalistes du marché, en particulier ceux qui se trouvent au niveau des institutions de l'hyper-modernité, ce mouvement trouve son expression la plus articulée dans la publication de 1980 de la Banque mondiale, *Accelerated Development in Sub-Saharan Africa: An Agenda for Action* (*Développement accéléré en Afrique subsaharienne : Un programme d'action*).

On n'a pas besoin d'être un gourou de l'économie pour comprendre la (il-) logique qui sous-tend la primauté accordée à l'investissement étranger direct (IED) comme un « déclencheur » d'une croissance durable. Le célèbre rôle qu'on pense que l'IED joue dans le déclenchement de la croissance est fondé sur de bizarres théories de développement économique dont la validité scientifique a été sérieusement remise en question. Le fait qu'il continue à subsister dans les politiques imposées aux pays sous-développés prouve la malveillance qui anime les institutions de l'hyper-modernité. Pour trouver des preuves de son utilisation continue, nous ne devons pas chercher plus loin que le rapport de 2000 de la Banque mondiale sur l'Afrique. Dans un rapport prétentieusement intitulé « Can Africa Claim the Twenty-First Century ? » (*L'Afrique peut-elle revendiquer le XXI^e siècle ?*), la Banque soutient que « pour atteindre l'objectif de développement international consistant à réduire de moitié l'incidence de l'extrême pauvreté d'ici 2015, il faudra à

l'Afrique, une croissance annuelle de 7 pour cent ou plus...» (2000:12). Selon cet argument, le principal obstacle à la réduction de la pauvreté en Afrique est le faible niveau d'investissement en capital, qui est, à son tour, occasionné par le faible taux d'épargne moyen.¹⁰ L'épargne disponible dans les économies africaines, en moyenne 13 pour cent du revenu du PIB, est considérée comme trop faible pour booster la croissance des investissements. Le même rapport conseille donc:

... L'épargne étrangère est indispensable pour permettre à la fois une augmentation de l'investissement pour la croissance et la hausse de la consommation pour réduire la pauvreté. Même dans des conditions favorables aux influx de capitaux privés... le pays africain typique est confronté à un déficit de ressources de plus de 12 pour cent du PIB relatif aux besoins d'investissement d'un taux de croissance susceptible d'atteindre l'objectif de réduction de la pauvreté d'ici 2015 (2000:44).

Ce qui est insinué dans cet argument c'est que le continent va inévitablement devoir dépendre de l'Occident, car seul l'Occident peut fournir à l'Afrique l'IED requis équivalant à 12 pour cent pour cent de son PIB nécessaires pour combler le déficit de financement ou de ressources — l'excédent de l'investissement requis sur l'épargne réelle.

Les points communs entre la mondialisation et la théorie et l'analyse économique bourgeoise sont soulignés dans le cas de l'IED, plus que dans toute autre question politique. Bien que dans sa forme actuelle, le modèle de l'IED est passé par différentes étapes de firmament, il a conservé son aspect original. D'abord développé par Evsey Domar (1946) dans un article intitulé « Capital Expansion, Rate of Growth, and Employment » (Développement des investissements, taux de croissance,

et emploi), il allait être connu plus tard comme le modèle de Harrod Domar pour refléter les contributions qui lui ont été apportées par l'économiste britannique Harrod Roy. Stimulés par des préoccupations différentes, plusieurs autres économistes se sont étendus sur la logique de ce modèle. Le niveau élevé de sous-emploi dans les zones rurales des pays pauvres a conduit Lewis (1954) à développer le modèle en indiquant la main d'œuvre comme facteur de production en plus du capital, une contribution qui allait aboutir à la théorie¹¹ maintenant applaudie du « surplus de main-d'œuvre ». Dissuadé par la réussite du modèle soviétique, W.W. Rostow (1960) a publié un livre intitulé de façon suggestive *The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto (Les étapes de la croissance économique: un manifeste non communiste)* dans lequel il a cherché à démontrer que le communisme n'était pas la « seule forme d'organisation étatique efficace qui puisse lancer les économies sous-développées... la croissance durable » (1960:37).¹² Craignant la possibilité d'une continuité des flux d'aide aboutissant à l'excès d'endettement, Chenery et Strout (1966), baptisant leur modèle « Modèle à deux écarts », ont ajouté une opposition selon laquelle le montant de l'aide étrangère accordé devrait être proportionnelle à l'efficacité du pays bénéficiaire à augmenter le taux de l'épargne intérieure.¹³

Bref, le modèle de Harrod Domar soutient que la croissance du revenu est fonction de l'abstinence de la consommation courante. En épargnant, les ménages accordent aux entreprises le capital nécessaire pour acquérir de nouveaux stocks de capitaux et remplacer les machines amorties. Le nouveau stock de capital — la quantité de capital étant le stock total des machines — ajouté grâce à l'investissement augmente la productivité de l'économie, ce qui conduit à la croissance économique.

La croissance économique n'est positive que lorsque l'investissement dépasse le montant nécessaire pour remplacer le capital amorti », « permettant ainsi au cycle suivant de se reproduire sur une plus grande échelle » (Ray 1998: 54). En d'autres termes, le modèle soutient que la croissance du PIB sera proportionnelle à la part des dépenses d'investissement en termes de PIB. Dans ce schéma, une relation causale, croit-on, existe entre l'investissement et la croissance, de telle sorte que la croissance du PIB de cette année sera forcément proportionnelle au ratio du PIB de l'investissement de l'année dernière. Une simple expression du modèle peut revêtir la forme suivante. Puisque la croissance est proportionnelle à l'investissement, il est possible d'estimer cette proportion pour un pays A et arriver au montant requis de l'investissement nécessaire pour que le pays A puisse croître à un taux de croissance cible donné X. En supposant que pour croître à 1 point de pourcentage, le pays A a besoin de 4 points de pourcentage d'investissement, afin de tripler sa croissance de 1 point de pourcentage à un objectif de croissance de 4 points de pourcentage, il devra ajuster son taux d'investissement à la hausse, de 4 pour cent du PIB à 16 pour cent. Donc il va de soi que si la population du pays A croît au rythme de 2 pour cent par année, la croissance de 4 pour cent du PIB conduira le pays A à une croissance de son revenu par habitant de 2 pour cent.¹⁴ Supposons, d'autre part, que le pays A est tellement pauvre qu'il ne peut pas se permettre d'épargner 4 pour cent de son PIB. Avec seulement 4 pour cent d'épargne du PIB disponible pour l'investissement, le pays A ne peut donc pas espérer atteindre un taux de croissance de plus de 1 pour cent, en prenant connaissance que le taux de croissance du PIB de cette année est proportionnel au ratio d'investissement du PIB de l'année dernière. Le

pays A aura donc un déficit de financement de 12 pour cent du PIB entre l'investissement nécessaire et le niveau actuel de l'épargne nationale. Les apports étrangers, que ce soit sous forme d'aide étrangère, de prêts privés et publics ou d'investissement étranger direct, sont la seule alternative pour combler ce déficit de financement et ainsi permettre l'économie de croître au taux souhaité.

Cependant, après plusieurs décennies de suivi de ce modèle, la croissance très attendue continue d'être hors d'atteinte. Avant les manifestations empiriques des effets du modèle dysfonctionnel, il avait déjà subi un sérieux coup académique lorsque Domar en 1957, se plaignant d'une « conscience toujours coupable », a admis que le modèle n'était pas réaliste et n'avait pas de sens pour la croissance à long terme. Il a indiqué que son accent était mis sur un court cycle d'activité et ne pouvait pas attirer un « taux de croissance empiriquement significatif » (1957:7-8). Peu disposés à admettre l'effondrement intellectuel de leur modèle, d'autres économistes ont commencé à le défendre en soutenant que, « bien que l'accumulation physique de capital peut être considérée comme une condition nécessaire du développement, elle ne s'est pas avérée efficace » (Meier 1995: 153).¹⁵ En dépit de son évidente incapacité à stimuler la croissance dans les pays bénéficiaires d'aide, plusieurs failles scientifiques frappent le modèle. Pour commencer, pour que le modèle puisse tenir, il doit y avoir une relation statistique positive entre l'aide et l'investissement. Plus précisément, l'aide étrangère devrait passer par l'investissement au moins à un rythme d'un pour un, ce qui signifie que si 1 pour cent du PIB en aide est injectée dans le pays A, le pays A devrait afficher une augmentation d'au moins 1 pour cent du PIB en investissement. Entre 1970 et 1997, les pays africains ont reçu des transferts

d'aide étrangère sous forme de subventions et de flux à tarifs préférentiels s'élevant à 205 pour cent du PIB cumulativement, cependant leurs taux d'investissement s'étaient maintenus à environ 18 pour cent du PIB (données tirées du Rapport de la Banque mondiale de 2000). Il est clair que le modèle ne parvient pas à passer le test de l'augmentation de l'investissement pour au moins à un rythme d'un pour cent un avec l'aide.¹⁶

La deuxième hypothèse inhérente au modèle de l'écart de financement est que l'investissement conduit nécessairement à la croissance du PIB. Les missions dans les pays des institutions financières internationales utilisent une version légèrement modifiée de cette projection en calculant l'impact de l'investissement sur la croissance. À la place de la période d'un an proposée par Rostow (1960), elles utilisent des moyennes de cinq ans (la première étant l'année d'investissement). Il est donc supposé que l'investissement commencera à influencer sur la croissance au cours d'une période de quatre ans. Toutefois, lorsqu'il est testé sur la base des données, le linkage de la croissance des investissements stagne. La figure 1 ci-après nous montre que le taux de croissance de l'Afrique ne correspond pas au taux d'investissement pour la période couverte. Même lorsqu'il est testé sur la base de sa proposition légèrement atténuée, où l'investissement est une condition nécessaire mais non suffisante, le modèle une fois de plus n'inspire pas confiance. Dans une double corrélation Easterly a testé cette idée en établissant d'abord combien d'épisodes de forte croissance de quatre ans — 7 pour cent et plus — ont été accompagnés des taux d'investissement nécessaires dans les quatre années précédentes. Il a ensuite poursuivi, en utilisant les moyennes des quatre ans, afin de vérifier si les investissements ont également augmenté selon le montant

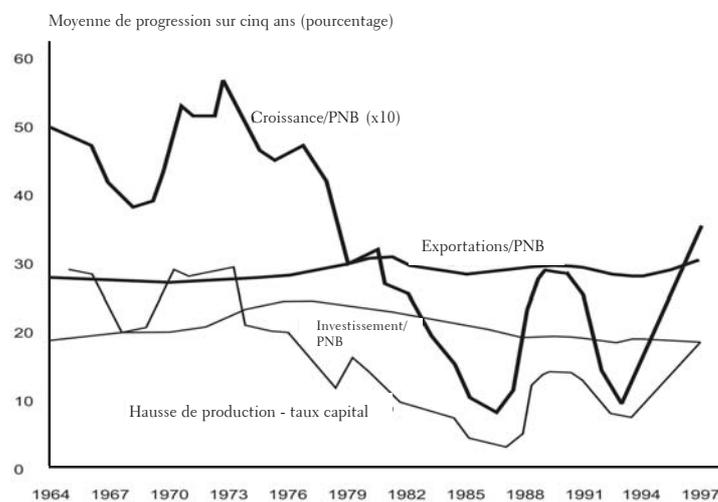
requis où la croissance s'est produite. Dans les cas où la croissance a augmenté dans les périodes de quatre ans, il a découvert que l'« investissement n'a augmenté selon le montant requis que dans 6 pour cent des cas. Les autres 94 pour cent des épisodes ont violé la condition nécessaire ». Lorsqu'ils ont été testés sur la base de la première proposition, 90 pour cent des pays ont violé la condition nécessaire (2002:40).

La portée scientifique de ce modèle est encore réduite par son incapacité à se rendre compte d'un fait fondamental – la croissance souvent fluctue autour d'une moyenne alors que l'investissement n'a pas de mouvement structuré. Ce que cela indique, c'est que, contrairement au postulat du modèle, la croissance est fonction de multiples variables, et pas seulement de l'investissement, rendant ainsi la relation entre l'investissement et la croissance décousue et instable. En vue de sauver leur modèle, les institutions financières internationales déploient une mesure quelque peu improvisée appelée Coefficient marginal de capital (ICOR). À travers l'ICOR, elles ne mettent plus l'accent sur l'investissement mais plutôt sur ce qu'on appelle la « productivité de l'investissement ». L'ICOR utilise le ratio de l'investissement à la croissance comme une mesure inverse de la productivité de l'investissement. Utilisant la même mesure, la Banque mondiale (2000) conclut que « La productivité de l'investissement de l'Afrique, comme mesurée par le coefficient marginal de capital n'était que la moitié de celle de l'Asie en 1970-1997 », ce qui explique le ralentissement de la croissance au cours de cette période, même si l'investissement n'a peut-être pas chuté d'un chiffre correspondant (2000:19).

Malheureusement le passage à l'ICOR ne sauve pas pour autant le modèle de déficit de financement. À l'instar

de la version antérieure du modèle de déficit de financement, l'ICOR est frappé du même problème de la réification de la productivité de l'investissement comme la seule variable indépendante responsable de la croissance, qui, comme nous l'avons noté, est dépendante de plusieurs autres facteurs. Comment, par exemple, peut-on séparer l'effet qu'une augmentation de l'ICOR sur la croissance de la détérioration des termes de l'échange ou de tout autre facteur qui affecte négativement la croissance ? Étroitement liée à cela est encore une autre des maintes failles structurelles de ce modèle, sa dépendance exclusive vis-à-vis du stock de capital comme le seul facteur de production. Comme Solow (1956) le souligne, la main-d'œuvre et le capital sont les deux principaux facteurs de production qui travaillent ensemble pour produire des extrants. Les implications ne sont

Figure 1 : La croissance, l'exportation, l'investissement et la productivité des investissements en Afrique, 1964-97



Source : Rapport Banque mondiale 2000:20.

qu'une augmentation constante dans un facteur de production, le capital, conduira à la baisse du rapport capital-produit.

Il est conseillé aux pays africains, désireux d'attirer l'investissement étranger tant vanté, de créer un environnement attrayant conforme aux lois du marché. La création d'un tel environnement implique, entre autres choses, la libéralisation des marchés de capitaux, l'abolition du contrôle des changes, etc. En termes simples, cela signifie la suppression des règlements qui régissent le flux de l'argent à l'intérieur et hors du pays. La présupposition c'est qu'une telle dérégulation facilitera l'influx de capitaux nécessaires pour acquérir de nouveaux stocks de capitaux pour construire de nouvelles industries. Vers la fin du siècle dernier, la quasi-totalité des pays d'Afrique subsaharienne avaient été contraints de supprimer progressivement leurs règlements sur le contrôle des capitaux en vue de les rendre attrayants pour les capitaux étrangers.

Toutefois, contrairement aux attentes, la réponse des capitaux privés de l'Occident, comme l'a rapporté la Banque mondiale elle-même, « a été décevante » (Mkandawire, cité dans Sundaram 2005:3).¹⁷ Le plus déroutant est le fait qu'une grande part de ce que l'Afrique reçoit au nom de l'investissement étranger va soit aux secteurs des ressources minérales, qui fonctionnent comme des économies enclavées sans aucun entraînement en amont avec le reste de l'économie ou vers l'acquisition d'industries existantes à travers la privatisation. Cela rend légitime le pillage des ressources naturelles de l'Afrique et la domination économique des pays africains par les sociétés multinationales occidentales. Des économistes responsables ont, à maintes reprises, soutenu que la privatisation ne fait pas croître l'économie, car elle conduit

à la prise en charge d'entreprises déjà existantes qui pourraient être réorganisées pour la productivité. Un secteur minier dominé par l'Occident ne développe pas non plus considérablement l'emploi du fait de sa dépendance auto-générée des compétences expatriées (Sundaram 2005).¹⁸

À ce stade, rappelons-nous une fois de plus que l'investissement défini correctement renvoie à l'actuel acte d'acquisition de biens d'équipement nécessaires à la production. Cette définition exclut évidemment les investissements de portefeuille à court terme, l'achat de part dans le secteur de service et d'autres secteurs improductifs de l'économie. L'argent spéculatif à court terme et l'investissement en capital étranger (direct) orienté vers le secteur de service cherchant des rendements rapides ne peuvent évidemment pas servir de catalyseur pour le développement durable. S'attaquant aux taux d'intérêts intérieurs supérieurs réels qui sont souvent imposés aux pays africains au nom des réformes macro-économiques, les investissements de portefeuille conduisent non seulement à l'instabilité économique mais aussi privent le continent des ressources requises pour financer les investissements en installations nouvelles. L'observation de Stiglitz à cet effet mérite d'être soulignée:

L'argent spéculatif ne peut être utilisé pour construire des usines ou créer des emplois — les entreprises ne font pas d'investissements à long terme en utilisant l'argent qui peut être retiré sur le champ — et en effet, le risque que ces capitaux flottants entraînent, rend les investissements à long terme dans un pays en développement encore moins attrayant. Les effets négatifs sur la croissance sont encore plus grands (2002:65–66).

En conséquence, une chose devient évidente, l'investissement direct étranger n'est ni soutenu par une quelconque théorie de développement convaincante et il ne survivra pas non plus à un examen lorsqu'il est confronté aux faits. La plus révélatrice, c'est l'observation de William Easterly (2002:35) que l'« approche du déficit de financement avait connu un curieux sort après son apogée dans les années 1960 et 1970. Elle disparut complètement de la littérature académique ». Pourquoi elle continue d'être appliquée en Afrique est une question à laquelle nous ne pouvons pas répondre. On ne peut nier que les conséquences pour le continent en raison de son application continue, au mépris flagrant de preuves savantes, ont été terribles. Elle a réussi à aggraver les relations asymétriques néocoloniales entre les pays occidentaux capitalistes modernes et l'Afrique, en décourageant la croissance autocentrée et axée sur l'emploi, en aggravant la dépendance de l'Afrique à l'égard des acteurs économiques extérieurs, en encourageant le flux de capitaux vers l'Occident, en renforçant la capacité des multinationales de l'Occident à exproprier la plus-value sur le continent et encore en élaborant une forme dénaturée de capitalisme en Afrique marquée par la dépendance en matière d'exportation ou par les politiques industrielles axées sur les éléments de la demande. Tout cela au « profit » de l'investissement étranger direct.

Quant aux « réformes macro-économiques », cette coterie de mesures de politique économique que l'on trouve dans un paquet de réformes typiques remis à tout pays sous ajustement structurel – l'austérité budgétaire, la libéralisation financière et des marchés financiers, la dévaluation de la monnaie, la privatisation et la déréglementation du marché de l'emploi continue d'être imposée aux pays africains qui au début cherchaient des

marques d'approbation des prêts PAS, mais maintenant demandent l'annulation de la dette. Pour discipliner notre analyse, nous allons devoir mettre l'accent sur deux aspects de la politique promus sous la bannière des réformes macro-économiques, de la libéralisation des marchés financiers et la discipline/l'austérité fiscale. Celles-ci, dit-on, permettent d'« obtenir le droit aux fondamentaux ».

Les ambassadeurs de l'orthodoxie néolibérale fondent leur croyance sur la libéralisation du marché financier et des capitaux comme un catalyseur de la croissance, mal interprété comme étant synonyme de développement, sur trois raisons. Tout d'abord, ils soutiennent que la libéralisation du marché financier et des capitaux ouvre la voie aux investissements étrangers directs indispensables. Deuxièmement, ils affirment qu'avec l'entrée des banques étrangères, l'efficacité augmente à mesure que les nouveaux acteurs apportent l'expertise technique et de nouvelles innovations technologiques, dont un des corollaires est l'accroissement de la concurrence qui fait baisser les taux d'intérêt. Enfin, on dit que la libéralisation augmente la stabilité du marché en diversifiant les sources de financement. Les trois arguments qui soutiennent la libéralisation du marché financier et des capitaux méritent un examen plus approfondi à la lumière des éléments de preuve disponibles. Comme indiqué ci-dessus, l'hypothèse de la corrélation positive entre la libéralisation du marché des capitaux et les investissements à long terme demeure fallacieuse, le moins qu'on puisse dire. En retour, l'Afrique a continué d'attirer les investissements de portefeuille à court terme et les prêts à court terme dont le remboursement peut être demandé dans un bref délai. Contrairement aux impératifs de ce modèle, les bénéficiaires de ces investissements ont été les institutions financières occidentales qui misent sur les taux de change

et d'intérêt, et non les États qui, dit-on, ont besoin d'investissements à long terme.

Ce qui aggrave la situation, c'est le fait que des pays africains qui souffrent déjà d'écrasants problèmes de balance des paiements sont censés se protéger contre les effets négatifs de l'argent volatile en couvrant les prêts à court terme dominés par le dollar au nom de la bonne santé financière, en dépit du fait qu'ils n'ont aucune influence sur la décision relative à l'emploi de tels prêts. Cela, ils le font en fait en mettant de côté, dans leur réserve, un montant additionnel équivalent au volume total des prêts à court terme contractés par des entreprises privées. Très peu de pays africains ont été épargnés des conséquences de telles mesures politiques. Lorsque le remboursement des prêts à court terme est demandé, et quand les banques refusent de les reconduire ou lorsque les fonds de portefeuille à court terme sont retirés, de nombreuses entreprises soit n'honorent pas leurs échéances ou se plient alors que l'état encourt la responsabilité de rembourser les prêts.

La validité de l'argument selon lequel l'entrée de banques étrangères et d'autres institutions de crédit augmente l'efficacité du marché des capitaux est plus apparente que réelle. Une lecture plus attentive de la preuve révèle que, plutôt que de déployer leurs progrès technologique au profit des paysans, des commerçants informels et des petites et moyennes entreprises, ces institutions imposent des plans d'évaluation compliqués et technologiquement avancés à ces secteurs. Les informations de base qu'elles établissent pour leurs clients potentiels excluent ces secteurs tout en avantageant les sociétés multinationales. Pire encore, non seulement elles excluent ceux qui ont le plus besoin de financements, les grandes institutions financières émasculent aussi souvent

les petites banques locales ostensiblement conçues pour satisfaire les besoins de financement des paysans et des petits entrepreneurs par des prêts de faveur à faible taux d'intérêt, ce qui laisse un abîme sur le marché financier. Les gouvernements limités par les règlements financiers associés, que la libéralisation du marché financier et des capitaux leur impose, sont souvent laissés sans défense.

Il est maintenant généralement connu que le concept de responsabilité sociale est étranger à la logique du capital. Le plus grand élément sur l'agenda du capital est l'insatiable désir de maximiser le profit. La responsabilité tant professée des entreprises est une réflexion après coup qui est récemment entrée dans le vocabulaire du capital. Et si le capital est généralement irresponsable, le capital étranger l'est doublement. Les pays africains ont longtemps été témoins de l'obstination des institutions financières et d'autres institutions étrangères qui refusent d'adapter leurs règles de fonctionnement au contexte dans lequel elles opèrent.

Ce qui se rapproche le plus de notre examen du secteur financier c'est un point que Stiglitz (2002) met également en évidence: la perte de souveraineté économique qui résulte de la domination du secteur financier par des banques étrangères. À travers l'instrumentalisation des banques centrales, les gouvernements exercent des pressions subtiles sur les banques nationales pour satisfaire aux conditions économiques qui prévalent. Par exemple, lorsqu'ils sont confrontés à un éventuel ralentissement économique, les gouvernements peuvent encourager les banques à accroître le crédit pour susciter la demande ou à retenir les fonds en cas d'excès de liquidités. Stiglitz (2002) appelle ceci l'« encadrement officieux du crédit ». Les institutions financières étrangères qui ne doivent aucune dette à leur gouvernement hôte ignorent

délibérément ces agissements. Comme l'observe Stiglitz, « les banques étrangères sont beaucoup moins susceptibles d'être sensibles à ces agissements » (2002:70).

La naïveté du troisième argument corroborant les influx rapides de capitaux à l'intérieur et hors d'un pays réside non seulement dans le fait qu'ils provoquent de grandes perturbations ou génèrent ce que les économistes appellent « grands effets externes », mais aussi dans la réflexion selon laquelle les pays connaissant une sévère crise économique peuvent trouver d'autres sources de financement provenant des bailleurs de fonds étrangers. L'économie de base enseigne que les marchés répondent aux motivations. Quelles motivations une économie en récession offre-t-elle aux bailleurs de fonds ? Lorsque les règlements visant à contrôler le flux de l'argent à l'intérieur et hors du pays ont été supprimés en accord avec les exigences de la libéralisation financière, les bailleurs, guidés par la nécessité de maximiser leur profit, retirent leur argent des pays qui connaissent une récession économique et vont vers des marchés plus rentables. Ironiquement, la « récession économique » est un euphémisme pour (sinon une conséquence logique de) l'absence de telles conditions de rentabilité élevée. D'ailleurs, les flux de capitaux n'ont-ils pas montré qu'ils étaient pro-cycliques, s'écoulant en période de récession, exactement au moment où le pays connaît un resserrement monétaire, et refluant lorsque l'économie montre des signes de redressement, augmentant dans le processus la pression inflationniste sur la même économie ? En 1935, un grand économiste britannique, John Keynes, a publié un livre très remarquable intitulé *The General Theory of Employment, Interest and Money* (La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de l'argent) dans lequel il a cherché à expliquer les raisons des récessions économiques et a

proposé un ensemble de prescriptions sur la manière de stimuler le demande globale à l'échelle mondiale. Celles-ci allaient constituer la base des discussions et des mesures politiques adoptées par la suite pour guider les opérations des deux plus grandes institutions financières internationales qui ont émergé après la seconde guerre mondiale, le FMI et la Banque mondiale. L'objectif principal de la formation de ces institutions était de contrecarrer la possibilité d'une autre dépression mondiale en « mettant la pression internationale sur les pays qui ne faisaient pas leur part du travail pour maintenir la demande globale à l'échelle mondiale, en permettant à leurs économies d'entrer dans un marasme économique» (Stiglitz 2002:12).

Pour cette raison, les idées de Keynes sur comment maintenir les économies au plein emploi et au niveau de liquidité acceptable deviennent utiles dans notre tentative de comprendre le deuxième ensemble de mesures politiques macro-économiques, c'est-à-dire, la discipline budgétaire et le ciblage de l'inflation. Une discussion plus détaillée de la pensée économique keynésienne est au-delà de la portée de ce document, mais un bref aperçu suffira pour notre propos. Partant de la prémisse que les marchés ne répondent pas toujours efficacement et rapidement aux conditions économiques en déclin, Keynes a soutenu que, dans les économies stagnantes touchées par le faible niveau de la demande globale, les gouvernements peuvent relancer l'économie à travers des politiques d'expansion économique, notamment budgétaire et monétaire. Ce qu'ils peuvent faire en augmentant les dépenses publiques, en réduisant les impôts ou en baissant les taux d'intérêt, laissant ainsi aux consommateurs un revenu plus disponible et encourageant l'emprunt pour l'investissement. Ce qui sous-tend

l'argument de Keynes, c'est l'idée simple selon laquelle la capacité de vendre ce qui est produit guide les décisions d'investissement et détermine les niveaux de productivité. Ainsi, il est contre-productif, en période de dépression, d'appliquer des politiques monétaires réductionnistes et ciblées sur l'inflation, car ceci rend l'économie beaucoup moins attrayante. La mise en place du FMI et de la Banque mondiale a donc été fondée sur la logique selon laquelle les « marchés ne fonctionnent pas toujours de manière efficace et... pourraient créer un chômage persistant » (Stiglitz 2002:11-12, 196-197).

Contrairement à la logique keynésienne sur laquelle elles ont été fondées, ces deux grandes institutions financières internationales imposent maintenant aux économies africaines des mesures réductionnistes et austères qui, plutôt que de stimuler ces économies, les orientent davantage dans la récession sous prétexte de les réformer structurellement. À travers l'instrumentalisation des conditionnalités politiques/économiques et de l'architecture économique internationale, les hégémons de l'Occident font pression sur les pays africains pour qu'ils instituent des politiques déflationnistes, c'est-à-dire, la réduction du déficit budgétaire à zéro en coupant sévèrement les dépenses et les emprunts publics, en augmentant les taux d'intérêt pour contrer l'inflation, etc., qui sont tous bien évidemment en contradiction avec la logique expansionniste de l'économie keynésienne. Les dépenses relatives aux programmes sociaux sont souvent le premier secteur qui souffre lorsque ces mesures contradictoires sont imposées, les résultats étant la scolarisation au niveau primaire et secondaire, le faible taux de rétention scolaire, les taux élevés de mortalité infantile, l'état de délabrement des infrastructures et les services sociaux quasi-inexistants

qui sont à leur tour cités par les institutions mêmes comme indicateurs du sous-développement de l'Afrique.

Il est évident que ces politiques sont contradictoires. Ce qui mérite notre attention c'est leur incohérence et leur nullité scientifique. Pour commencer, aucune connaissance de l'économie n'est nécessaire pour se rendre compte que le terme « macro » invoque une compréhension globale de l'économie. Isoler certains aspects du cadre macro-économique, tels que le déficit budgétaire ou l'inflation, au détriment d'autres questions tout aussi importantes comme le chômage, les dépenses publiques, la croissance, l'investissement et les niveaux de productivité, ne passe pas pour une compréhension macro-économique de l'économie. Souvent les fondamentalistes du marché affirment avec désinvolture, sans prêter attention à la nature du déficit, s'il s'agit d'un déficit structurel ou réel et sans tenir compte du but pour lequel le déficit est budgétisé, que lorsque le gouvernement emprunte pour financer un déficit, il est en concurrence avec le secteur privé pour des fonds et donc évince le secteur privé. Pour cette seule raison, les adeptes universitaires de l'orthodoxie affirment que tout déficit augure un désastre économique, en dépit du fait qu'il y'a une opinion bien soutenue que, s'il est maintenu entre environ 5-7 pour cent du PIB dans une plus grande stratégie de croissance, un tel déficit pourrait être tolérable.

Suite à Keynes, des économistes ont prouvé sans aucun doute que les dépenses publiques productives, élargies sur l'approvisionnement en infrastructures et d'autres investissements sociaux, est un moyen efficace pour booster l'économie en augmentant la demande globale. En mettant les ressources à disposition pour l'amélioration de la fonction de production — l'amélioration des routes, la fourniture de logements et autres infrastructures sociales

— l'État non seulement contribue à rendre l'économie liquide, mais aussi la rend attrayante aux yeux des investisseurs. Sous cet angle, la budgétisation par le déficit ciblé, en fait, « assaille » l'investissement privé en créant un environnement favorable à la croissance à long terme. La rareté de la position adoptée par les fondamentalistes du marché provient, en partie, du fait qu'ils ne voient pas l'investissement, non comme une fonction de la confiance des investisseurs, mais comme « essentiellement déterminé par la rentabilité de l'investissement et la complémentarité entre l'investissement par l'État et le secteur privé » (OIT 1996:29).

En plus de la compréhension sévèrement défectueuse des IFI sur la gestion macro-économique, il y'a l'accent exclusif sur le ciblage de l'inflation. Sans doute, les dépenses excessives financées par le déficit que les régimes impopulaires emploient en injectant plus d'argent dans l'économie créent de graves pressions inflationnistes et entraînent la perte dans le long terme. Toutefois, à lui seul, ceci ne passe pas pour un argument intelligible contre la budgétisation par le déficit, comme sus-indiqué. Obsédés par le ciblage de l'inflation, les partisans de l'orthodoxie néolibérale limitent souvent l'espace pour les gouvernements africains d'explorer d'autres moyens novateurs de financer le déficit de manière à ne pas accroître la masse monétaire au-delà de la croissance de la production. Au contraire, ils poussent les pays africains sous-développés à augmenter les taux d'intérêt, sans tenir compte des effets négatifs sur les crédits existants et les nouveaux investissements. Souvent, cet itinéraire est même imposé à des pays qui ont une inflation à un chiffre. Alors que la nécessité de prévenir l'inflation incontrôlée ne peut pas être rejetée. Stiglitz s'exprimant contre une approche aussi résolue, note que « le contrôle de l'inflation à un

taux élevé et moyen devrait être une priorité politique fondamentale, mais le fait de réduire un faible taux d'inflation à un niveau encore plus faible n'est pas susceptible d'améliorer considérablement le fonctionnement des marchés » (1998:6-7). Khan (1999) rapporte que dans une étude menée dans 44 pays entre 1980 et 1988, aucune preuve n'a été trouvée pour étayer la « notion selon laquelle un faible taux d'inflation a dans le passé et dans divers pays, été associé à un meilleur taux de croissance » (28). Khan demande si l'inflation faible ou l'absence d'inflation est soit « une condition essentielle ou très importante pour la croissance élevée et soutenue, ou que l'action du gouvernement pour réduire l'inflation serait très susceptible d'avoir un tel effet » (28).

Ce qui est clair, c'est que dans le contexte d'endettement public élevé, les taux d'intérêt plus élevés conduisent au gonflement de la dette publique, créant ainsi encore plus de pression pour la contraction fiscale (Marais 2002:215). Les partisans du modèle néolibéral estiment que les taux d'intérêt supérieurs satisfont un double objectif de rendre l'économie attrayante pour les investisseurs étrangers tout en encourageant l'épargne, mais cet argument ne tient pas compte du fait que les taux d'intérêt plus élevés réduisent le taux de rendement des investissements dans le secteur industriel, qui sont souvent tributaires des emprunts nationaux, et que la possibilité d'épargner dépend nécessairement de la disponibilité du revenu. En outre, l'argument néolibéral est inconscient des énormes avantages qui découlent des taux d'intérêt plus faibles. Premièrement, les plus faibles taux permettent de réduire le coût du capital nécessaire pour les investissements tant publics que privés. Ils permettent de protéger les économies en développement contre des influx de capitaux opportunistes volatiles qui s'attaquent

à des taux d'intérêt supérieurs réels plus élevés. Pour ajouter l'huile sur le feu, les pays africains pauvres sont obligés d'augmenter les taux d'intérêt en tandem avec la libéralisation du marché financier et des capitaux, une situation qui est attrayante pour les investissements de portefeuille spéculatifs à court terme. Lorsqu'un tel argent s'écoule, ces pays sont une fois de plus contraints d'augmenter les taux d'intérêt en vue de soutenir le taux de change. Cela sert d'invitation à un autre cycle d'influx à court terme, et le cycle continue. Il est donc possible de conclure que, plutôt que de stimuler la demande globale dans les économies africaines en dépression en accord avec le modèle keynésien qui constituait la base pour la création du FMI et la Banque mondiale, ces institutions ébranlent cette logique.

Quant au troisième pilier du Consensus de Washington, la libéralisation du commerce, la critique de Ray résume succinctement le problème :

Les gouvernements et les citoyens dans les pays développés, ainsi que plusieurs organisations internationales ont généralement tendance à voir un régime à orientation extérieure comme une bonne chose, ou en tout cas, comme un moindre mal comparé à l'orientation vers l'intérieur. A priori, il est difficile de penser à une quelconque base objective économique pour ce genre d'écart dans les évaluations. Les arguments fondés sur des « distorsions » provoquées par le gouvernement à orientation extérieure ne sont pas suffisants (Ray 1998:676).

Si les arguments en faveur de l'investissement étranger invoquent des théories de développement économique actualisées, alors que les politiques prônées par le FMI et la Banque mondiale dans le cadre des réformes macro-économiques ébranlent la logique keynésienne sur laquelle

les institutions ont été fondées, la logique qui sous-tend la libéralisation des échanges repose sur de très faibles raisons théoriques, la théorie ricardienne et celle de Heckscher-Ohlin sur le commerce international. La théorie ricardienne de l'avantage comparatif passe de la simple prémisse que chaque pays, soit pour des raisons de dotation en facteurs, de préférences ou de progrès technologique, aura un avantage comparatif dans la production de ces produits qui utilisent plus intensément le facteur de production avec lequel il est avantageusement doté. Un pays qui est technologiquement avancé, par exemple, aura un avantage comparatif dans la production de biens de haute technologie comparé à un pays technologiquement en retard. Préalablement à la libéralisation de leurs régimes commerciaux, les pays sont obligés d'élargir leurs ressources ou leurs facteurs de production dans tous les secteurs de l'économie afin de satisfaire tous leurs besoins de consommation. Cela conduit à une baisse de la productivité et à la hausse du cours des produits de base car l'approvisionnement des intrants de production ne pourra évidemment pas correspondre à la demande. La théorie ricardienne offre donc une simple et, à ce stade, convaincante solution: lorsque les pays ouvrent leur économie au commerce international — c'est-à-dire libéralisent leurs régimes commerciaux — ils augmentent involontairement leurs frontières de possibilités de production (frontière p-p), en transférant des ressources (la main-d'œuvre dans le modèle ricardien est le seul facteur de production) des secteurs moins productifs vers les secteurs plus productifs de l'économie. En réalité, avec un élargissement de la frontière p-p, ils sont en mesure de produire simultanément ces produits où ils ont un avantage comparatif de consommer ceux où ils sont relativement défavorisés dans

leur production à des niveaux accrus à moindre coût. À cela s'ajoute le fait que les produits de base où le pays est relativement défavorisé deviennent disponibles à un prix moins cher qu'il ne pourrait obtenir dans un environnement autarcique. Les recettes tirées de l'exportation des produits où le pays est relativement favorisé deviennent alors disponibles pour l'importation de ces produits où il est relativement défavorisé. La figure 2 montre comment ce modèle est censé fonctionner.

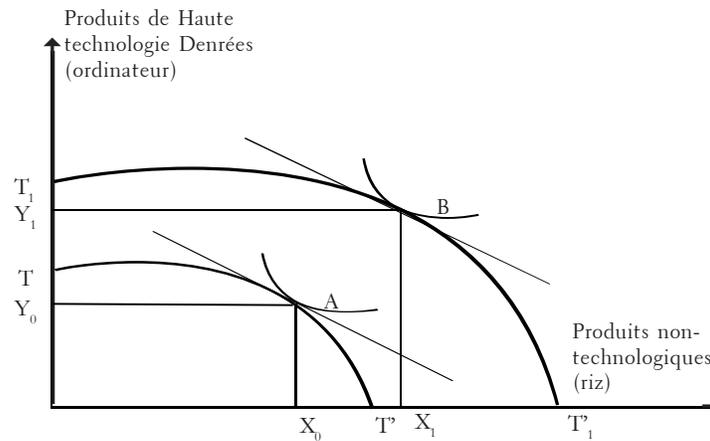
Le modèle de Heckscher-Ohlin s'étend essentiellement sur la logique du modèle ricardien, et aucune analyse approfondie de ceci n'est nécessaire à ce niveau (voir Krugman et Obstfeld [1994] pour une discussion plus approfondie sur ce modèle). Il suffit seulement de rappeler que, dans ce modèle, il y a deux facteurs de production, la main d'œuvre et le capital. Contrairement au simple modèle ricardien où la main-d'œuvre est considérée comme le seul facteur de production. Le modèle de Heckscher-Ohlin améliore notre compréhension de la théorie de l'avantage comparatif en indiquant qu'une augmentation de la production à la marge ou de l'élargissement de la frontière p-p résultant de la maximisation de l'avantage comparatif n'est pas illimitée. L'augmentation constante dans un facteur de production atteint un niveau de rendement non croissant à l'échelle.¹⁹ Les deux modèles conduisent à la même compréhension du commerce international comme un moyen d'élargir la frontière p-p de chaque pays participant. La libéralisation du commerce devient donc une « une activité de production alternative, où les quantités de certains produits (exportations), sont transformées en des quantités d'autres produits (importations) » (Ray 1998:647). Les gains potentiels du commerce, à ce stade, semblent assez évidents.

Toutefois, pour apprécier les implications pour les économies africaines dont les recettes en devises sont dépendantes des matières premières, nous devrions d'abord réfléchir à l'observation suivante de Shivji :

La nature n'a pas créé un groupe de personnes avec un capital d'une part et un autre groupe avec seulement de la puissance musculaire et sans capital de l'autre. Les économistes nous disent que cette grande division de la race humaine, ce que nous appelons le système du capitalisme, est le résultat d'un long processus historique. Dans ce processus historique, le capital original a été acquis à travers un horrible processus de pillage... le colonialisme et l'impérialisme (Shivji 2005:37).

Cela nous alerte sur l'historicité de la dépendance de l'Afrique des produits primaires, une histoire, comme nous l'avons montré ci-dessus, qui remonte à l'époque de début de la modernité. À travers le capitalisme mercantile et le colonialisme, un « avantage comparatif » a été attribué à l'Afrique dans la production ou la récolte de la matière première, tandis que le même processus a facilité le développement du capitalisme industriel en Occident. Dans l'ère actuelle du capitalisme mondial, ce processus a pris une nouvelle cape : celle de la théorie statique de l'avantage comparatif. L'imposition de la même théorie au nom de la libéralisation du commerce où les pays africains sont encouragés à ouvrir leurs économies à la concurrence avec les centres industriels en pleine maturité, à adopter des politiques d'action sur l'offre ou axées sur l'exportation, ainsi qu'à accroître la production afin de compenser la chute des prix des produits primaires, est donc un projet occidental tendancieux visant à « moderniser » l'Afrique en la conservant perpétuellement sous-développée. Pour démontrer ce point,

Figure 2 : Petite économie ouverte



$T-T'$ = Frontière de possibilité de production avant commerce

T_1-T_1' = Frontière élargie de possibilité de production après commerce

$A-B$ = Revenu du commerce

X = Avantage comparé par pays

nous soulignons ci-après quelques façons dont la politique de libéralisation du commerce perpétue le capitalisme (la modernité) dépendant (e) en Afrique.

Comme Shivji (2005) l'argumente à juste titre en ce sens que le système économique international ne reflète pas l'état naturel des choses dans lesquelles la dotation en facteurs de production est naturellement déterminée. Ce qui reste à ajouter est que, contrairement à l'affirmation faite par les défenseurs de l'avantage comparatif, c'est la division internationale du travail qui détermine l'avantage comparatif. Les économies industrielles en pleine maturité de l'Occident n'ont pas existé depuis le début des temps. Au contraire, elles ont émergé des politiques délibérées des États, notamment

l'expropriation de la plus-value de l'Afrique à la période du début de la modernité. L'histoire n'a pas un seul exemple d'économie qui vise dès le départ à pénétrer le marché international, avant qu'elle ne soit développée à des niveaux concurrentiels. En effet, les économies capitalistes en pleine maturité de l'Occident ont été isolées pendant longtemps des caprices de la concurrence extérieure à travers diverses mesures protectionnistes. Curieusement, les mêmes pays occidentaux font maintenant une pression directe sur les pays africains pour qu'ils ouvrent essentiellement leurs industries naissantes à la concurrence des industries occidentales en pleine maturité. Cela nous mène finalement à la véritable signification de la modernité — le sous-développement de l'Afrique et le développement de l'Occident.

L'industrialisation en Occident dépend des politiques gouvernementales pour protéger et veiller au développement des industries naissantes avant de les exposer à la concurrence. En revanche, à travers l'instrumentalisation d'institutions multilatérales et d'autres institutions de l'hyper-modernité, les pays occidentaux maintenant obligent les gouvernements africains à ouvrir prématurément leurs industries naissantes à la concurrence occidentale. Le résultat a été, comme on pouvait s'y attendre, la désindustrialisation ; non seulement la productivité totale des facteurs (FPT) de l'Afrique chute considérablement, mais sa part du commerce mondial a chuté de plus de 3 pour cent dans les années 1950 à moins de 2 pour cent au milieu des années 1990. Ce que cela met en évidence c'est que l'ordre d'entrée pose problème, un facteur que Ray résume bien :

Il y a un fait dans l'histoire qui n'existait pas il y a un siècle. Al'époque, les pays maintenant développés croissaient dans un environnement sans inhibitions de la part des na-

tions beaucoup plus fortes économiquement. Aujourd'hui, l'histoire est complètement différente. Les pays en développement n'ont pas seulement besoin de se développer, ils doivent croître à des taux qui dépassent de loin l'expérience historique. Le monde développé existe déjà, et son accès aux ressources économiques est non seulement beaucoup plus élevé que celui des pays en développement, mais la puissance offerte par cet accès est exposée (1998:50-51).

Le développement extraverti que la théorie de l'avantage comparatif propage a des conséquences très graves pour l'Afrique en ce qui concerne le bien-être des masses. Dans son organisation, le secteur de l'exportation en Afrique est dominé par l'Occident sans effet d'entraînement en amont avec le reste de l'économie. Il intègre une minorité constituée par la bourgeoisie compradore dans le système économique international à travers un écart salarial phénoménal. En faisant en sorte d'accroître les revenus de cette classe, il crée un marché pour les produits de luxe occidentaux qui restent la chasse gardée de cette classe. Avec les modes de consommation de cette classe orientés vers les produits de luxe occidentaux et l'économie étant généralement orientée vers la satisfaction de la demande extérieure, la désarticulation entre ce qui est produit et ce qui est consommé en Afrique devient extrême. Cela conduit à une répartition déséquilibrée des ressources en faveur du secteur de l'exportation au détriment de la production de produits de consommation de masse. On ne peut pas s'attendre à ce que la population qui dépend des secteurs négligés de l'économie pour la survie, puisse booster la demande globale de produits de consommation de masse qui, autrement, auraient pu fournir l'impulsion tant nécessaire pour plus d'investissements dans ces secteurs de l'économie qui

satisfont les besoins fondamentaux de cette population. Il est donc assez facile de comprendre pourquoi les pays africains sous-développés, qui exportent des produits primaires bon marché et importent des produits manufacturés coûteux, sont affectés par la dégradation des termes de l'échange et les déficits de comptes actuels.

La situation économique déjà précaire dans laquelle se trouve l'Afrique n'est pas aidée par l'hypocrisie de l'Occident, tout en encourageant ces pays à adopter la libéralisation du commerce, elle-même devient de plus en plus protectionniste. Tandis que nous ne partageons pas l'optimisme déplacé sur les éventuels gains qui vont revenir à l'Afrique si elle libéralise ses régimes commerciaux, le fait que les droits de douane sur les importations entre les pays développés avoisinent seulement 1 pour cent, alors que les droits de douane sur les produits agricoles provenant de pays en développement ont atteint 20 pour cent, est à noter (Sundaram 2005:8). Vu le double impact que les produits agricoles ont sur les économies africaines — les produits agricoles sont la deuxième plus grande source de recettes d'exportation mais la plupart des pays africains importent plus de 50 pour cent de leurs besoins alimentaires — il s'ensuit logiquement qu'ils souffrent d'un double danger résultant de la libéralisation commerciale.²⁰

En partant de l'hypothèse de Prebisch-Singer, on ne sait pas clairement comment l'Afrique peut bénéficier de la libéralisation des échanges de produits agricoles, d'autant plus que le commerce intra-africain et les exportations du continent vers d'autres pays non occidentaux — où il est susceptible de jouir de conditions de commerce équitables — ne représentent que 20 pour cent des exportations totales, tandis que celles qui vont en Occident représentent une part énorme de 80 pour cent.

Le plus déroutant, c'est le fait de ne pas se rendre compte, dans la plus grande partie de l'analyse, que le commerce n'est pas a priori un attribut de toute économie, il dépend des capacités et de la disponibilité des infrastructures nécessaires et d'autres ressources. Dans son analyse du même phénomène, Sundaram nous dissuade d'embrasser les points de vue prétentieux de ceux qui font la promotion de la libéralisation des échanges de produits agricoles comme potentiellement lucrative pour les économies africaines. Il écrit :

« Contrairement à la sagesse populaire actuelle, on ne sait pas clairement combien l'Afrique gagnerait de la libéralisation du commerce des produits agricoles. Après tout, de nombreux pays africains importateurs de nourriture seraient dans une situation pire sans les importations de produits alimentaires subventionnés, tandis que très peu de pays sont susceptibles d'être en mesure d'accroître considérablement leurs exportations. Les capacités de production agricole et d'exportation de l'Afrique ont été sapées par les trois dernières décennies de contraction économique et de négligence. Les réductions sévères dans les dépenses publiques au titre de l'ajustement structurel ont causé une détérioration importante de l'infrastructure et sapé la réponse potentielle du côté de l'offre » (2005:10). Sur sa liste de ceux susceptibles de bénéficier de cette libéralisation des échanges, l'Afrique est remarquablement absente. Sur la base des preuves disponibles, il affirme que « les principaux bénéficiaires de la libéralisation du commerce de produits agricoles seront les actuels gros exportateurs agricoles du groupe de Cairns d'Amérique du Nord, d'Australasie, d'Asie du Sud-est et du Cône Sud de l'Amérique latine » (2005:16-17).

Les conséquences négatives de la dépendance à l'égard des produits primaires ne se limitent pas à ce que la loi

d'Engel, appuyée par ce que l'hypothèse Prebisch-Singer enseigne : au fur et à mesure que les revenus augmentent, la fraction du revenu qui est allouée aux produits primaires, l'alimentation en particulier, montre une tendance à la baisse. La théorie de l'avantage comparatif légitime effectivement le sous-développement de l'Afrique dans sa logique que les pays africains devraient se concentrer exclusivement sur la production de ces produits où ils sont relativement favorisés. Bref, la théorie est statique, elle veut maintenir le statut indéfiniment. Suite à l'affirmation dans le rapport de la Banque mondiale selon laquelle la raison de la baisse des exportations de l'Afrique reflète « l'érosion de la part commerciale des produits traditionnels », ainsi qu'à leur manque de diversification par rapport aux « produits manufacturés pour lesquels la demande mondiale augmentait plus rapidement », il est clair que se conformer à cette théorie statique de l'avantage comparatif signifie que, dans les trois prochaines décennies, les exportations africaines ne représenteront que moins de 0,5 pour cent des exportations mondiales (2000:20). D'ici là, un nouveau terme autre que « termes négatifs de l'échange » sera nécessaire pour bien décrire la situation à laquelle les pays africains seront confrontés.

Face à la détérioration des termes de l'échange, occasionnée par la chute des prix des matières premières, les fondamentalistes du marché conseillent aux pays africains d'accroître leur production. En argumentant de cette manière imprévoyante, les défenseurs de l'orthodoxie insinuent que les recettes provenant de l'exportation de produits primaires à court et à moyen terme au détriment de la croissance à long terme et des générations futures est justifiée si les forces du marché votent en sa faveur. Pour les pays africains sous-développés qui exportent des produits primaires et importent des produits manufacturés,

les implications sont claires. La libéralisation du commerce mise en œuvre en tandem avec les réformes macro-économiques signifie simplement que toute politique gouvernementale de promotion de l'industrialisation ou des industries qui accroissent la valeur ajoutée est source de distorsion et inacceptable, alors que la reprise des industries africaines par des sociétés multinationales occidentales au nom de la privatisation est économiquement rationnelle et facilite le développement. Je m'en remets à la sagesse du lecteur de conclure sur quel type de développement ces politiques vont promouvoir. Je dois dire que c'est le dé-développement.

Bien que mon principal objectif dans cette analyse a été de clarifier les continuités entre l'actuel discours de développement néolibéral et le grand projet des Lumières, j'ai estimé nécessaire de critiquer les trois piliers de la politique de ce discours, non pas parce que je pense que la modernité occidentale peut être rendue progressive ou non polarisante mais pour mettre l'accent sur les moyens avec lesquels notre réalité en tant qu'africains de l'époque actuelle de la modernité finale est produite par ce discours. Je suis catégoriquement contre toute suggestion que notre condition peut s'améliorer à travers ce discours. Au contraire, je crois que pour transcender l'impasse de la modernité, nous devons aller au-delà de ses marges et construire notre propre discours de la modernité, sans être gênés par le poids du dogme et de la modernité occidentale qui se fait passer pour une formulation théorique universelle. Dans la partie suivante, je vais faire quelques observations préliminaires sur la façon dont, aidés par la raison, nous pouvons sortir de notre réalité présente constituée historiquement.

Au-delà de la modernité occidentale

Dans cette section, je vais tenter d'aborder la question de savoir comment les africains peuvent transcender l'impasse de la modernité ? À mon avis, deux perspectives se présentent, l'une par Habermas (1980, 1987), l'autre par Kant (1784). Examinons chacune d'entre elles pour voir si leur éventuelle efficacité nous aide à transcender l'impasse de la modernité en Afrique.

Le projet académique de toute la vie de Habermas a été de défendre la modernité de ses détracteurs et de ses contre-discours. Deux arguments de Habermas relatifs à sa vive défense de la modernité sont pertinents à la tâche en cours. En réponse aux poststructuralistes français, Habermas soutient que la modernité ne peut pas être considérée comme ayant une fin et devrait être comprise comme un projet incomplet, donc soumise à plus d'élaboration et d'improvisation. Pour Habermas, la modernité continue d'évoluer et de se dérouler grâce à des contradictions et des tensions au sein de l'idée elle-même, et ceux qui n'admettent pas la modernité, pensant qu'elle a atteint une impasse et, par conséquent, affirment que nous sommes maintenant dans une ère « postmoderne », inhibent ce contre-discours vieux de presque 200 ans inhérent à la modernité elle-même » (1987:302). De même, Giddens (1990) soutient que les événements historiques connus dans les dernières années du XXe siècle ne signalent pas, comme l'affirment les postmodernistes, une ère postmoderne:

Se référant à celles-ci comme la postmodernité est une erreur qui empêche une bonne compréhension de leur nature et de leur implication.... Les disjonctions qui ont eu lieu devraient plutôt être considérées comme résultant de l'auto-clarification de la pensée moderne.... Nous ne sommes

pas encore allés au-delà de la modernité, mais nous vivons précisément dans une phase de sa radicalisation (1990:51).

Précisément parce que les conséquences de la modernité deviennent plus radicalisées, Giddens baptise notre ère celle de la modernité « radicale ».

La leçon que Habermas et Giddens cherchent à transmettre est que tout discours façonné dans les limites de la modernité, comme une critique ou autre, ne fait que contribuer à son développement ultérieur, volontairement ou non. Le projet postmoderniste est un bon exemple. Nonobstant son objectif déclaré de déconstruction de la modernité, il contribue en réalité à la rénovation et au progrès de la modernité. Habermas affirme avec insistance qu'on ne peut pas dire que le projet postmoderne et plusieurs autres critiques de la modernité conduisent à sa disparition, dans une manœuvre plutôt Kuhnienne, ils contribuent aux tensions et aux contestations dans la plus large idée et constituent ainsi les forces de motivation qui le propulsent à travers les différentes périodes historiques et paradigmatiques. Habermas résume l'effet global en déclarant que « il ne peut plus être question de l'achèvement du projet de la modernité, il doit être question de la réviser » (1987:303).

Le deuxième argument avancé par Habermas (1987) est tout aussi révélateur, même si l'on n'a pas besoin d'être convaincu par cela. Selon lui, il n'a évolué dans l'histoire aucun ordre alternatif de la connaissance dont on peut dire à juste titre qu'il s'étend au-delà des limites de la modernité. Bref, la modernité est la seule civilisation universelle et reste le seul discours universel valable et légitime. Même les poststructuralistes qui pensaient qu'ils s'étaient libérés des contraintes épistémologiques du discours des Lumières, affirme-t-il, restent en phase, dans leur pensée postmoderniste, avec ce qu'il appelle le « con-

tenu normatif de la modernité » (Habermas 1987). Il fonde son argumentation sur la prémisse que ce contre-discours a manqué de « troubler l'institutionnalisation des normes modernes du faillibilisme » (1987:337). Que les termes du discours postmoderne, ses prémisses, ses normes d'acceptabilité, ses contours institutionnels et épistémologiques, ne sont pas en contradiction avec les préceptes de la théorie de la modernité est une évidence, soutient-il. Il conclut ensuite que, soit implicitement ou explicitement, les postmodernistes contribuent à éclairer davantage la pensée des Lumières ou à moderniser davantage la modernité. Le nœud de l'argument du raisonnement de Habermas est tout simplement que la modernité est capable de se réformer en permettant, limitant, intériorisant et s'appropriant des critiques. En les intériorisant, elle les articule comme des autocritiques. Cela donne à la modernité la vertu de l'autocorrection.

Bien que ses prescriptions sautent aux yeux, c'est-à-dire, nous implorer de céder à la modernité occidentale et de nier notre propre histoire, la perspective de Habermas demeure utile pour plusieurs raisons. Tout d'abord, il nous met en garde contre les pièges qui se trouvent dans le fait de conduire notre discours du développement en Afrique dans les grandes limites de la modernité ou de la pensée des Lumières, car ce faisant nous contribuons tout simplement à son évolution et son prétendu statut universel. En lisant l'histoire du discours du développement en Afrique, on constate que depuis les années 1950, lorsque le développement a été d'abord conceptualisé comme « la croissance et la modernisation », à travers les années 1980, quand il signifiait « obtenir les bon prix » (PAS), vers le début du XXI^e siècle, où il est désormais perçu comme « la croissance avec la réduction de la pauvreté » (rappelez-vous le désormais célèbre DSRP), il

a été propulsé de l'intérieur par des discours et des contre-discours, beaucoup de ces derniers provenant du continent africain et de pays non occidentaux en général. Il s'agit notamment de la demande d'un nouvel ordre économique international, le « Adjustment with a Human Face » initiative (l'initiative d'ajustement à visage humain) de l'UNICEF, la Commission Brundtland qui se fait le champion de la notion de développement durable et la demande des pays du Sud pour de plus équitables termes de l'échange.

Qu'est-ce que l'histoire nous enseigne en ce qui concerne l'adéquation des discours de développement alternatifs façonnés en marge de la modernité ? Des preuves disponibles confirment la proposition de Habermas selon laquelle ils aident à enrichir le répertoire de la modernité. À ce niveau, il suffit de penser aux divers résumés critiques de la Banque mondiale sur les contre-arguments de l'ajustement structurel et du développement durable, qui sont présentés maintenant comme des autocritiques internes du capitalisme moderne. Le défi pour le discours du développement de l'Afrique est donc de sortir du discours de la modernité et de récupérer et réaffirmer l'autonomie de la pensée africaine. Boxer dans le néant de la modernité de l'Occident, en espérant la radicaliser ou transcender ses relations sociales et économiques aliénantes, c'est ne pas tenir compte du fait que la « modernité ne peut et ne pourra plus emprunter les critères par lesquels elle tire son orientation des modèles fournis par une autre époque. Elle doit créer sa normativité hors d'elle-même ». La raison en est que, selon Habermas, elle « se voit rejetée sur elle-même sans aucune possibilité d'échapper » (Habermas 1987:7).

Notre analyse a révélé que la modernité en partie renvoie au mode de production capitaliste. Tout espoir de

rendre la modernité évolutive suppose à tort que le capitalisme peut être transformé et rendu évolutif et non-polarisant. Pour problématiser davantage le défi de rendre la modernité évolutive, je suggère qu'il est plus approprié de penser au capitalisme comme existant dans sa forme complète seulement en Occident et de caractériser ce qui est courant en Afrique comme capitalisme dépendant (Amin 1980), et donc modernité dépendante. Il existe d'abondantes preuves que davantage de développement du capitalisme occidental inéluctablement conduit à l'aggravation du sous-développement et au développement du capitalisme dépendant en Afrique. Transformer la modernité occidentale signifie donc renforcer sa capacité à extraire la plus-value des économies africaines. Dans ce cas, ce que Habermas et Giddens célèbrent ce sont les qualités du capitalisme autonome/complet, sa capacité à refuser l'entrée et la reconnaissance de modèles alternatifs qui ne reposent pas sur son principe fondamental de surplus et de valeur d'échange. Mon opinion est donc que le discours du développement de l'Afrique doit d'abord se défaire du fantôme de la modernité des Lumières, s'il veut avoir une chance de transcender l'impasse de la modernité. Le faire implique la remise en question du paradigme reçu de la modernité occidentale sous ses différentes formes, soit en tant que théorie et analyse économique bourgeoise ou marxisme.

En novembre 1784, Emmanuel Kant a été invité par le périodique allemand *Berlinische Monatschrift* à répondre à la question, « Qu'est-ce que le concept des Lumières? ». C'est son point de vue, qui a été recueilli il y a deux siècles et qui demeure utile pour nous en Afrique aujourd'hui pendant que nous cherchons à transcender l'impasse de la modernité, que nous allons maintenant aborder. Jusqu'ici, nous avons parlé de la modernité comme une

époque historique marquée par un ensemble de caractéristiques empiriques et aussi comme une idée ou un discours. La nouveauté dans la réponse de Kant est qu'elle nous amène à une compréhension différente de la modernité. Il définit le concept des « Lumières » comme l'émergence des êtres humains de l'immaturation auto-subie, l'immaturation étant définie comme l'incapacité d'utiliser sa propre connaissance sans les conseils d'un autre. L'immaturation, selon Kant, est auto-subie si sa cause n'est pas le manque de connaissance de soi mais le manque de résolution et de courage pour utiliser la connaissance de soi sans les conseils d'un autre. Puisque les êtres humains sont responsables de leur état immature, ce n'est qu'à travers leurs propres efforts qu'ils vont échapper à cette condition (Kant 1996:51). Ainsi Kant résume le concept des Lumières avec la dictum *sapere aude*, qui signifie « penser pour soi-même ». Ne pas le faire conduit à rester sous la tutelle des autres. Les conséquences sont bien indiquées par Kant (1996):

Les tuteurs qui ont gentiment assumé le travail de supervision vont bientôt veiller à ce que la plus grande partie de l'humanité considère l'étape suivante vers la maturité non seulement comme étant difficile mais aussi très dangereuse. S'étant d'abord épris de leurs animaux domestiques, et ayant soigneusement empêché les créatures dociles d'oser faire un seul pas sans l'aide des ficelles de guidage avec lesquelles ils sont attachés, ils leur montrent ensuite le danger qui les menace s'ils essaient de marcher sans aide. Maintenant, ce danger n'est pas en fait aussi grand, car ils pourraient certainement apprendre à marcher finalement après quelques chutes. Mais un exemple de ce type est intimidant, et souvent fait qu'ils ont peur de faire une autre tentative (1996:52).

Cette description est peut-être la plus fidèle de notre situation en Afrique que d'autres régions du monde, puisque nous sommes pendant si longtemps restés sous la tutelle de l'Occident. À travers son discours moderniste, l'Occident nous a d'abord conceptualisés comme des pré-modernes immatures, a tracé notre avenir pour nous, nous a écartés de notre réalité pour faire de nous des objets flottants incapables de pensée autonome, et s'est érigé en tuteur chargé de nous mener à bonne fin à travers les étapes « universelles » de l'histoire. L'impérialisme mercantile, l'esclavage, le colonialisme, le néo-colonialisme et l'actuelle hégémonie néolibérale ont tous été des processus par lesquels l'Occident nous a tenus en captivité sous sa tutelle. À aucun moment elle ne rate l'occasion de mettre en garde contre les dangers de toute tentative de se libérer du joug de la modernité et de marcher sans aide. N'entendons-nous pas constamment le refrain qu'il n'y a pas d'alternative au système démocratique néolibéral ? Des dogmes et des formules, soit marxistes ou bourgeois, sont la balle et la chaîne par lesquelles l'autonomie de la pensée de l'Afrique est maintenue dans l'état permanent de l'immaturité. Suite aux conseils de Kant, il est temps que nous revendiquions notre autonomie de pensée et cherchions à comprendre notre propre réalité sans l'autorité des autres.

Commenter l'essai de Kant, Foucault (1995) nous incite à penser à la modernité, non seulement comme d'une époque ou un ensemble de traits caractéristiques d'une époque, mais aussi comme une attitude, une manière d'apprécier la réalité présente ou contemporaine. Le présent ne doit pas être célébré, mais critiqué, problématisé et imaginé de façons autres. Si nous voyons alors la modernité comme une attitude qui problématise la relation des individus avec le présent, nous allons, je crois, être en

mesure d'aller au-delà des marges des doctrines reçues, redonner à l'Afrique l'autonomie de la pensée que le discours moderniste a si longtemps refusé au continent et nous libérer de ce que Foucault (1995) appelle le chantage intellectuel des Lumières. Jusqu'à présent nous avons eu à proclamer notre position par rapport à la modernité, mais une fois que nous voyons la modernité comme une attitude envers le présent, il devient inutile de dire si nous sommes « pour » ou « contre » la modernité. En prévision de ce dilemme, Kant a affirmé que « si on nous pose la question à savoir si à l'heure actuelle nous vivons dans une époque éclairée, la réponse est: Non, mais nous vivons en fait dans une époque des Lumières » (1996:55). Ce que cela signifie, c'est que nous n'avons plus à choisir si nous sommes pour ou contre les Lumières, parce que les Lumières représentent un processus qui implique une interrogation critique de la réalité actuelle. Je pense que la théorie de Kant sur la modernité, offre un point d'observation en Afrique à travers lequel nous pouvons commencer à réexaminer notre relation avec le présent, un présent qui est historiquement constitué en partie par la modernité occidentale.

L'analyse de Kant vide la modernité de l'invincibilité que lui prête Habermas (1980, 1987). Malgré les efforts de nos tuteurs occidentaux pour faire de nous l'objet de leur autorité durant le colonialisme, nous avons usé de tout notre courage et avons décidé de ne pas rester immatures. Cinquante ans plus tard, nous devons une fois de plus voir notre présent d'un œil critique et rejeter la servitude de la modernité de l'Occident et son discours associé. L'histoire du continent et les malaises causés par la modernité de l'Occident ont été assez connus et assez documentés. Dans toutes les sphères de la vie, la modernité de l'Occident est en train d'être remise en question. Les intellectuels africains ne sont plus disposés à s'en remettre

aux connaissances produites par l'Occident sur et au sujet de l'Afrique et ont décidé de travailler seuls pour arriver à un ordre épistémique centré sur l'Afrique.

De même, dans le domaine politique, les éléments de preuve suggèrent qu'il existe un hiatus entre ce que le néolibéralisme vise à atteindre, c'est-à-dire, la croissance économique qui n'existe que dans les statistiques nationales, mais qui ne se répercute pas sur la vie des citoyens de manière significative, et le réel défi du développement et du discours du développement. Pour preuve, nous n'avons pas besoin de regarder plus loin que les récents événements dans la région riche en pétrole du Delta du Niger, au Nigéria, la vague des manifestations populaires contre le néolibéralisme en Afrique du Sud depuis 1996, la dénonciation généralisée de la modernité occidentale exprimée dans diverses contestations d'organisations sociales modernes et la décadence morale et l'aliénation moderne induites par les processus politiques et économiques (peut-être ceci explique pourquoi la religion est devenue un lieu de refuge évident pour beaucoup). Avec le relâchement des amarres de l'hégémonie de la modernité occidentale, une occasion se présente peut-être enfin pour un discours du développement de l'Afrique africain qui s'étende au-delà de ses limites. Le défi consiste à saisir l'occasion que la fluidité de la situation offre pour créer des conditions dans lesquelles la société et l'État peuvent entreprendre des tâches formatives historiques à l'échelle nationale, conformément aux propres impératifs de développement de l'Afrique.

Conclusion

Dans l'esprit africain, la modernité de l'Occident évoque trois siècles de domination impériale, de domination coloniale, d'exploitation néocoloniale et d'impérialisme

mondial. Au nom de la modernité, nous avons été colonisés et dépossédés de notre liberté et de notre autonomie. Ironiquement, la même modernité occidentale nous a aussi enseigné de valoriser la liberté et de s'opposer à l'idée que nous ne pouvons pas être libres et modernes sans l'Occident. Les Africains qui ont risqué leur vie en luttant contre l'esclavage dans les guerres frontalières du Cap, les forces populaires qui ont combattu pour libérer le continent du colonialisme, les masses de chômeurs urbains et de paysans qui ont bravé les canons de l'armée de mise en œuvre du PAS et des régimes à parti unique du Nigéria, de l'Algérie, de la Zambie, etc. et les différentes forces qui aujourd'hui contestent le paradigme du développement néolibéral en Afrique du Sud sont tous des produits de la modernité. Ils ont osé, comme l'a débattu Kant, penser pour eux-mêmes et trouver la volonté de construire leur propre modernité différente de celle de l'Occident.

Puisque nous avons été formés par une modernité occidentale qui nous a enseigné de valoriser la liberté et le développement, mais qui nous a refusé cette liberté et ce développement, nous ne pouvons qu'être ambivalents dans notre attitude à l'égard de la modernité occidentale. Comme l'affirme le penseur indien Partha Chatterjee (1997), si pour l'Occident la modernité signifiait échapper au passé, pour nous, construire notre propre modernité signifiera sortir du présent — le présent incarné par la théorie économique bourgeoise et le capitalisme mondial qui se fondent sur le concept des Lumières. Une mise en garde, qui mérite d'être ajoutée, est que cette lutte pour construire notre propre modernité ne peut plus être une lutte dirigée par la bourgeoisie. Les acquis progressifs de la bourgeoisie ont expiré avec l'indépendance. Dès lors, elle est devenue un allié de l'Occident et a adopté la modernité occidentale comme sa propre modernité.

Notes

1. Selon la Banque mondiale (2000), le revenu par habitant de la région est en moyenne de \$510, un chiffre dérisoire lorsqu'il est comparé au seuil acceptable de revenu par habitant de \$500. À l'exclusion de l'Afrique du Sud, le chiffre va au-delà de \$315, calculé au taux de change du marché. Une lecture des indicateurs du développement humain figurant dans le même rapport dépeint un tableau plus déroutant; la mortalité infantile (pour 1000 naissances vivantes) était de 89,9 pour cent, l'analphabétisme des adultes était de 43 pour cent, seulement 47 pour cent de la population du continent ont accès à l'eau potable, tandis que l'espérance de vie à la naissance s'élevait à 57 ans, un chiffre qui ne prend pas en considération le plein impact du VIH/sida qui selon les projections va inverser l'espérance de vie de 20 ans. Notez que ces chiffres sont pour l'année 1997. Ce qui signifie que la situation pourrait se détériorer suite aux politiques réductionnistes que les hégémonies du monde ont imposé aux pays africains. Alors que d'autres explications indiquent un faible niveau de formation de capital, un endettement élevé, l'absence de développement industriel, la vulnérabilité extérieure et économique du continent, le verdict reste le même.
2. Samir Amin (1980) est l'un des rares chercheurs marxistes africains qui ont eu le courage de contester et de rejeter la notion moderniste d'une époque historique universelle et le sens objectivement déterminé ou téléologique de l'histoire qui figure dans le matérialisme historique. Il indique le fait que cette notion d'une époque universelle soit dérivée ou extraite de l'histoire de l'Europe et que le fait de généraliser sur cette base est raciste. Pour lui, toute tentative de « forcer la réalité des autres sociétés dans ce mode prédéfini, c'est tourner le dos à l'esprit scientifique. Le fait de ne pas utiliser toute l'histoire humaine, à partir de laquelle dériver des concepts universels, conduit à parler de 'l'irréductibilité des civilisations', un débat qui est irrationnel et, en fin de compte, raciste » (3). Ailleurs dans le même texte, il affirme à juste titre que: « il n'y a pas de

périodisation du monde pour les époques passées. Les textes de l'histoire qui assimilent le moyen-âge européen, arabe et chinois sont dans l'erreur » (18).

3. La conclusion de Kant (1960) que la quasi-totalité des sociétés non occidentales ne possèdent ni un sens de la beauté ni un sens du sublime mérite d'être examinée, non pas pour des raisons racistes, mais de façon plus significative pour sa représentativité de la cartographie générale de l'Orient dans la pensée des Lumières. Ses conclusions effrayantes méritent d'être reproduites longuement. Après avoir étudié et prôné les notions supérieures de la beauté et du sublime soutenues par différentes sociétés occidentales, il conclut que,

« Pour le reste, ils affichent peu de signes d'un sentiment meilleur. Les Indiens ont un goût dominant du grotesque... Leur religion consiste à grotesquerie, les idoles à la forme monstrueuse, l'ineestimable dent du puissant singe Hanuman, la rédemption dénaturée des fakirs et ainsi de suite leur conviennent... Quelle grotesquerie insignifiante les compléments verbeux et artificiels des Chinois contiennent-ils! Même leurs peintures sont grotesques et dépeignent des personnages étranges et insolites, tels qu'on les rencontre nulle part ailleurs au monde ».

À propos des Africains, il dit,

« Les nègres d'Afrique ont, par nature, aucun sentiment qui s'élève au-dessus du dérisoire. M. Hume définit quiconque de citer un seul exemple dans lequel un nègre a montré des talents et affirme que, parmi les centaines de milliers de noirs qui sont transportés ailleurs à partir de leurs pays, même si beaucoup d'entre eux ont même été mis en liberté, on n'a toujours pas trouvé un seul qui a présenté quelque chose de grand dans l'art ou la science ou toute autre qualité louable, même si certains parmi les blancs s'élèvent continuellement à partir de la plus basse populace et, à travers des dons supérieurs, gagnent le respect dans le monde. Ainsi, la différence entre ces deux races d'hommes est si fondamentale, et elle semble être plus grande en termes de capacités mentales que de couleur.

La religion de fétiches si répandue chez eux est peut-être une sorte d'idolâtrie qui plonge plus profondément dans l'insignifiant comme cela semble être possible à la nature humaine... Les noirs sont très vaniteux mais de la manière nègre, et si bavards qu'ils doivent être séparés les uns des autres avec des camelotes ».

Ailleurs dans le même texte, il observe,

« l'homme était assez noir de la tête aux pieds, une preuve évidente que ce qu'il disait était stupide » (1960 :110-113).

4. La preuve de la conviction de Marx que, la trajectoire de développement de la modernité de l'Occident est la seule forme concevable de progrès de société, peut être recueillie de plusieurs de ses œuvres, notamment « The Future Results of British Rule in India » (les Futurs Résultats du Règne Britannique en Inde). Poussé par cette conviction, ce qui le met bien dans le cadre de la pensée des Lumières, il a célébré le colonialisme comme un outil à travers lequel les sociétés précapitalistes (lire: pré-modernes) ont été emmenées dans la modernité ou le mode moderne de production capitaliste. Écoutons-le, parlant non seulement pour lui-même mais aussi pour toute la génération de théoriciens contemporains de la modernité:

« L'Angleterre doit remplir une double mission en Inde: l'une destructrice, l'autre régénératrice — l'annihilation de la vieille société asiatique et la pose des fondements matériels de la société occidentale en Asie. Les Arabes, les Turcs, les Tatars, les Moghols, les conquérants barbares étant, par une loi éternelle de l'histoire, eux-mêmes conquis par la civilisation supérieure de leurs sujets. Les Britanniques furent les premiers conquérants supérieurs, et donc inaccessibles à la civilisation hindoue. Ils l'ont détruite en disloquant les communautés autochtones, en déracinant l'industrie du pays, et en rasant tout ce qui était grand et en élevant la société autochtone. Les pages historiques de leur règne en Inde ne rapportent pratiquement rien au-delà de cette destruction. Le travail de régénération transpire à peine à travers ce tas de ruines. Néanmoins, il a commencé »

Comme il l'expose en détail dans les processus et les vertus de ce projet de régénération, nous ferions bien de constater que ce projet n'est rien d'autre que la structuration d'une société de l'Inde pré-moderne en une société similaire à celle de l'Occident moderne:

L'unité politique de l'Inde, plus consolidée et s'étendant plus loin qu'elle ne l'a jamais fait sous les Grands Moghols, était la première condition de sa régénération. Cette unité, imposée par l'épée britannique, va maintenant être renforcée et perpétuée par le télégraphe électrique. L'armée autochtone, organisée et formée par les sergents instructeurs britanniques, a été le facteur sine qua non de l'auto-émancipation des Indiens... La presse libre introduite pour la première fois dans la société asiatique..., est un nouveau et puissant agent de reconstruction... À partir des Indiens indigènes, instruits à contrecœur et de façon restreinte à Calcutta, sous les surintendants britanniques, une nouvelle classe est en train d'émerger, dotée de besoins en matière de gouvernement et imprégnée de la science européenne » (Marx 1852 cité dans McLellan 2000:363). Sur la vision moderniste du colonialisme de Marx voir Avineri 1968.

5. Ma remarque au sujet de ces caractéristiques, comme étant des changements superstructurels associés attribuables au développement des forces de production capitaliste, n'est pas inconsciente du débat contentieux au sein du marxisme à savoir si ces changements superstructurels étaient de simples fonctions réflexes de la bourgeoisie, ou s'ils ont été effectivement imposés au système par les luttes de la classe populaire. Dans son ouvrage *The Making of the English Working Class (La Genèse de la classe ouvrière anglaise)*, E. P. Thompson (1968) soutient que les institutions démocratiques ont été inévitablement imposées à la bourgeoisie par la classe ouvrière. Pour un débat similaire mené chez les théoriciens sociaux dans le cadre fourni par la théorie de la citoyenneté civique et sociale de T. H. Marshall, voir l'ouvrage intitulé de Barbalet intitulé *Citizenship (Citoyenneté)* (1988). Le nœud de ce débat chez les

théoriciens sociaux est de savoir si, dans le contexte de l'État providence, la citoyenneté sociale offre une fonction intégrative à travers la négation de l'inégalité fractionnelle, auquel cas il est un outil pour le maintien du système capitaliste bourgeois. En d'autres termes, ce point de vue considère que la citoyenneté sociale a un effet pacifiant sur les marginalisés et les exploités. Opposée à ce point de vue est une école de pensée qui a tendance à affirmer que les droits civils et sociaux ne sont jamais offerts mais il faut lutter pour ceux-ci, essentiellement parce que de par leur nature même, ils sont capables de servir d'outil révolutionnaire aux mains des classes exploitées et marginalisées. La lutte pour les droits civiques et sociaux fait donc avancer les luttes de la classe ouvrière. Ce que tous ces points de vue soulignent, c'est que ces luttes et ces contestations ont été rendues nécessaires et valables par le vaste développement social de la modernité en Occident.

6. Dans sa publication de 1951 sur *Measures for the Economic Development of Underdeveloped Countries (Mesures pour le développement économique des pays sous-développés)*, le département des Nations Unies des affaires économiques et sociales a conclu que la principale pierre d'achoppement au développement de l'Afrique est la pré-modernité. À son avis, l'Afrique n'avait pas (et n'a peut-être pas encore) la volonté et les moyens de vaincre la tyrannie de la pré-modernité qui est la cause principale du sous-développement du continent. Les acquis des Lumières dans ce rapport sont assez vifs dans la déclaration suivante: « Il y a un sens dans lequel le progrès économique rapide est impossible sans ajustement douloureux. Les philosophies anciennes doivent être abandonnées; les vieilles institutions sociales doivent se désintégrer; les liens de caste, de croyance et de race doivent rompre, et un grand nombre de personnes qui ne peuvent pas suivre le progrès doivent voir leurs aspirations à une vie confortable réduites à néant. Très peu de communautés veulent payer le prix total du progrès économique » (cité dans Escobar 1995:3).

7. Alassane Outtara a déclaré en 1997 que les développements économiques, comme, selon lui, l'attestent les taux de croissance nominaux par habitant enregistrés entre 1995 et 1997 connus par de nombreux pays africains, étaient dûs en grande partie à une stricte adhésion aux prescriptions politiques des institutions du capitalisme mondial. Selon lui, « une principale contribution sous-jacente est venue de progrès réalisés dans la stabilisation macro-économique et de l'introduction de vastes réformes structurelles » (cité dans Sundaram 2005:4). Iyoha (2003) affirme que « les belles histoires du XXe siècle ont des leçons de politique claires pour les régions en développement comme l'Afrique au XXIe siècle. Le conseil politique à ces pays en développement est qu'ils sont plus susceptibles de réussir dans la réalisation rapide d'un développement soutenu au XXIe siècle si leurs stratégies de développement mettent l'accent sur les prescriptions standards du Consensus de Washington; les politiques commerciales orientées vers l'extérieur, les politiques économiques et financières favorables au marché, la promotion du développement orienté vers le secteur privé..., la création d'un environnement propice et favorable à l'influx de capitaux étrangers, la mise en œuvre de politiques macroéconomiques stables » (2003:276-7). Stiglitz (2002) ouvre ce qui autrement est une prescience critique de la mondialisation avec une affirmation paradoxale que la mondialisation « peut être une force pour le bien et elle a le potentiel d'enrichir tout le monde, en particulier les pauvres » (2002:ix). Ce qui est moins surprenant, mais qui mérite néanmoins d'être souligné, est la déclaration audacieuse du porte-parole auto-nommé du continent, le président Thabo Mbeki, que « nous devons être à l'avant-garde dans la contestation de l'idée du marché comme le dieu moderne, un phénomène surnaturel dont les impératifs laissent entendre qu'il faut s'incliner dans un esprit d'impuissance » (2002:xvii). Dans le même souffle, il embrasse sans discernement la même logique du marché quand il conseille que « ce qui est fondamental à tout ce que nous devons dire à propos de ces questions doit être la considération que nous avons à attirer dans l'économie

africaine les volumes importants de capitaux, sans lesquels le développement dont nous parlons ne se produira pas » (2002:xviii).

8. Le modèle du coefficient marginal de capital (ICOR) est un composite regroupant trois modèles différents: le modèle Harrod-Domar, le modèle de l'excédent de main-d'œuvre de Sir Arthur Lewis et la théorie de l'écart de financement de Rostow énoncée dans *The Stages of Economic Growth (1960) (Les étapes de la croissance économique)*. La logique suivante se retrouve dans ces modèles: l'excédent de l'investissement requis sur les épargnes courantes constitue le déficit de financement à combler soit à travers l'aide extérieure ou l'investissement. Sur la base de cette logique, ils concluent que « l'investissement au PIB augmentera au cours de l'année initiale en fonction du montant que l'aide au PIB augmente sur l'année initiale. Ainsi, cet investissement augmentera la croissance dans la période suivante » (Easterly 2002:42). Dans cette optique, il devient possible d'impulser l'économie vers une croissance durable en injectant le volume nécessaire de capital qui vient sous forme d'aide.
9. Alors qu'au nom de la mondialisation les économies africaines sont de plus en plus soumises aux impératifs de l'architecture économique internationale qui les intègrent davantage dans le nouveau système économique mondial en les obligeant à ouvrir leur économie au commerce international et à l'investissement, leur part du volume du commerce mondial au contraire semble indiquer qu'ils sont en train d'être poussés davantage à la marge. Stiglitz fait une observation similaire en ce qui concerne les négociations du Cycle d'Uruguay. Il a indiqué que « l'effet net a été de baisser le prix que certains des pays les plus pauvres du monde subissaient par rapport à ce qu'ils payaient pour leurs importations », ce qui signifie le prix de leurs importations est resté le même qu'auparavant ou a en fait augmenté » (2002:7).
10. Le pays réputé avoir l'un des plus faibles taux d'épargne c'est les États-Unis d'Amérique, il épargne entre 13 et 18 pour cent de son revenu de PIB. Toutefois, la Banque mondiale (2000) pour

des raisons inexplicables conclut que « s'élevant à environ 13 pour cent du PIB dans les années 1990, le taux d'épargne du pays africain typique a été le plus bas au monde ». Le plus déroutant est le fait qu'une telle institution éclairée n'ait pas reconnu une question de simple logique — que la possibilité d'épargner est subordonnée au niveau de revenu par rapport au coût de la vie. Il est donc évident que dans les pays pauvres d'Afrique où la majorité des citoyens gagnent moins que ce qui est nécessaire pour la subsistance, une moyenne d'épargne de 13 pour cent est plus que salubre. Si les faits ci-dessus sont pris en compte, il devient difficile d'imaginer comment on peut s'attendre à ce que l'Afrique économise plus que ce qu'elle fait.

11. Le modèle de surplus de main-d'œuvre de Lewis avance en fait que les économies sous-développées sont caractérisées par le sous-emploi dans le secteur agricole. Par conséquent, ces économies peuvent croître en déplaçant la main-d'œuvre de ce secteur vers le secteur industriel dans les villes.
12. Les motivations idéologiques qui sous-tendent les Étapes de la Croissance de Rostow sont clairement trahies par le sous-titre du livre, *Un Manifeste Non Communiste*. Peut-être ceci permet en partie d'expliquer ses limites.
13. Dans le modèle de Hollis Chenery et d'Alan Strout (1966) l'épargne-investissement ne représente qu'un écart, l'autre étant le déficit commercial qui, comme Easterly (2002) l'explique, est « a posteriori égal à l'écart d'investissement, mais ex ante pourrait être une contrainte dans une économie sujette à des pénuries avec des prix fixes » (2002:295), d'où le référent, modèle à deux écarts. Cependant, le déficit commercial est de peu d'intérêt pour nous ici et on ne lui accorde pas plus d'attention.
14. Bien que cet exemple soit informé par les estimations de Lewis (1954), elle trouve également une expression dans plusieurs autres manuels d'économie des pays en développement.
15. Todaro (2000) avance également un argument peu convaincant selon lequel « la raison fondamentale pour laquelle le décollage conduit par l'investissement n'a pas marché ce n'est pas parce

que plus d'épargne et d'investissement n'est pas une condition nécessaire — c'est bien nécessaire — mais plutôt parce que ce n'est pas une condition suffisante » (cité par Easterly 2002: 35). Le point de vue exprimé ici ne se pose pas, car ceux qui connaissent les règles de base de la causalité seront conscients que si A a une relation causale avec B, A devrait être à la fois une condition nécessaire et suffisante pour que B se produise. N'est-ce pas que le modèle de l'écart de financement, de l'investissement de l'année initiale, conduit à la croissance pour l'année suivante ?

16. En utilisant les données disponibles pour 88 pays, Easterly a cherché à tester le modèle par rapport à deux propositions, d'abord qu'il y a une association statistique positive entre l'aide et l'investissement, et en deuxième lieu que l'aide devrait passer par l'investissement au moins à un rythme d'un pour un. Les implications que ses conclusions augurent pour la véracité de ce modèle sont évidentes. Rapportant ses conclusions il a écrit, « Au premier test, seuls 17 des 88 pays montrent une association statistique positive entre l'aide et l'investissement, seuls 6 de ces pays... passent aussi le test de l'augmentation de l'investissement au moins à un rythme d'un pour un avec l'aide ». Comme pour inculper sa propre personne ainsi que ses co-voyageurs, il se demande ensuite si « l'investissement et l'aide évoluaient conjointement comme l'attendaient les utilisateurs du modèle de l'écart de financement ? » En réponse, il affirme : « Nous les partisans de l'écart de financement avons prévu que l'aide irait à l'investissement... mais l'investissement et l'aide n'ont pas évolué comme nous l'attendions » (2002:38).
17. Le plus déroutant est le fait que tandis que les taux de rendement de l'IED restent plus élevés sur le continent que dans d'autres régions, la part de l'IED en 1999 de l'Afrique subsaharienne se situait à 1,2 pour cent de l'IED total fourni par les bailleurs de fonds occidentaux (pour les chiffres, voir Sundaram 2005:3).
18. Dans la même étude Sundaram (2005) rapporte que, « la plupart de l'IED récent ont concerné des acquisitions encouragées par la privatisation, souvent dans des conditions de « vente à

tout prix ». Ces investissements, qui ont baissé depuis la fin des années 1990, représentaient environ 14 pour cent des flux d'IED en Afrique ». Il va plus loin pour signaler que, dans la seule année 1998, « la privatisation en Afrique subsaharienne a attiré 684 millions de dollars américains d'IED » (2005:4 et note 3).

19. Contrairement au modèle ricardien où le commerce élargit la frontière des possibilités de production, dans le modèle Heckscher-Ohlin les pays éprouvent une difficulté à développer leur productivité en transformant un produit pour un autre à la marge. La ligne courbe dans la Fig. 2 représente le point où il devient impossible d'augmenter la production, appelé isoquant, compte non tenu des autres intrants de production qui sont disponibles. Cela se passe essentiellement pour deux raisons, comme l'explique Ray : « D'abord, si chaque fonction de production présente des rendements non croissants à l'échelle, donc des doses égales supplémentaires de capital et de main-d'œuvre ne peuvent pas conduire à une augmentation de la production à la marge. Deuxièmement, le ratio de capital et de main-d'œuvre libérés par la réduction de la production de l'un des produits devient inapproprié pour la production d'un autre produit » (1998:633, note 7). En d'autres termes, la main-d'œuvre libérée de la production de riz peut être inappropriée pour la production d'automobiles du (secteur industriel) (1998:633, note 7).
20. En partant de l'hypothèse de Prebisch-Singer, on ne sait pas clairement comment l'Afrique peut bénéficier de la libéralisation des échanges de produits agricoles, d'autant plus que le commerce intra-africain et les exportations du continent vers d'autres pays non occidentaux — où il est susceptible de jouir de conditions de commerce équitables — ne représentent que 20 pour cent des exportations totales, tandis que celles qui vont en Occident représentent une part énorme de 80 pour cent. Le plus déroutant, c'est le fait de ne pas se rendre compte, dans la plus grande partie de l'analyse, que le commerce n'est pas, a priori, un attribut de toute économie ; il dépend des

capacités et de la disponibilité des infrastructures nécessaires et d'autres ressources. Dans son analyse du même phénomène, Sundaram nous dissuade d'embrasser les points de vue prétentieux de ceux qui font la promotion de la libéralisation des échanges de produits agricoles comme potentiellement lucrative pour les économies africaines. Il écrit:

« Contrairement à la sagesse populaire actuelle, on ne sait pas clairement combien l'Afrique gagnerait de la libéralisation du commerce des produits agricoles. Après tout, de nombreux pays africains importateurs de nourriture seraient dans une situation pire sans les importations de produits alimentaires subventionnés, tandis que très peu de pays sont susceptibles d'être en mesure d'accroître considérablement leurs exportations. Les capacités de production agricole et d'exportation de l'Afrique ont été sapées par les trois dernières décennies de contraction économique et de négligence. Les réductions sévères dans les dépenses publiques au titre de l'ajustement structurel ont causé une détérioration importante de l'infrastructure et sapé la réponse potentielle du côté de l'offre » (2005:10).

Sur sa liste de ceux qui sont susceptibles de bénéficier de cette libéralisation des échanges, l'Afrique est remarquablement absente. Sur la base des preuves disponibles, il affirme que

« Les principaux bénéficiaires de la libéralisation du commerce de produits agricoles seront les actuels gros exportateurs agricoles du groupe de Cairns d'Amérique du Nord, d'Australasie, d'Asie du Sud-est et du Cône Sud de l'Amérique latine » (2005:16-17).

Références

- Amin, S., 1980, *Class and Nation, Historically and in the Current Crisis*, Londres : Heinemann.
- Avineri, S., ed., 1968, *Karl Marx on Colonialism and Modernisation*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Banque mondiale, 2000, *Can Africa Claim the 21th Century?*, Washington, DC: la Banque mondiale.
- Bell, D., 1976, *The Coming of the Post-Industrial Society*, New York: Basic Books.
- Bhagwati, J., 2004, *In Defense of Globalisation*, Oxford: Oxford University Press.
- Chatterjee, P., 1997, *Our Modernity*, Sepsis-CODESRIA Publications, no. 1.
- Chenery, H. B. and Strout, A. M., 1966, 'Foreign Assistance and Economic Development', in *American Economic Review*, Vol. 56, no. 4.
- Domar, E., 1946, 'Capital Expansion, Rate of Growth and Employment', in *Econometrica*, Vol. 14.
- Easterly, W., 2002, *Elusive Quest for Growth*, Cambridge: MIT Press.
- Eisenstadt, S., 1966, *Modernisation: Protest and Modernity*, New York: John Wiley.
- El-Kenz, A., 2005, 'The Chalk Circle', in *CODESRIA Bulletin*, no. 3/4.
- Escobar, A., 1995, *Encountering Development The Making and Unmaking of the Third World*, New Jersey: Princeton University Press.
- Foucault, M., 1995, *Discipline and Punish: The Birth of the Prison*, 1975, New York: Vintage Books.
- Garba, A., 2003, 'An Essay on the Philosophy and Methodology of Economics', in *The Teaching of Economics: The Cutting Edge of Knowledge*, Lagos: NES.
- Giddens, A., 1990, *The Consequences of Modernity*, Californie: Stanford University Press.
- Habermas, J., 1987, *The Philosophical Discourse of Modernity: Twelve Lectures*, trans. F. Lawrence, Cambridge MA: The MIT Press.
- Habermas, J., 1980, 'Modernity — An Incomplete Project', Theodor W. Adorno Prize lecture, Frankfurt, septembre.

- Hegel, G. W. F., 1952, *Philosophy of Right*, Oxford: Oxford University Press.
- Hegel, G. W. F., 1980, 'Philosophy of World History', in R.M. Hutchins ed., *Great Books of the Western World*, Vol. 46, Chicago: Encyclopedia Britannica.
- ILO, 1996, *Restructuring the Labour Market: The South African Challenge*, Genève: ILO.
- Kant, I., 1960, *Observations on the Feeling of the Beautiful and Sublime*, 1764, trans. J. Goldthwait, Berkeley: University de Californie Press.
- Kant, I., 1961, *Critique of Pure Reason*, 1781, New York: Oxford University Press.
- Kaviraj, S., 2005, 'An Outline of a Revisionist Theory of Modernity', paper presented at the CSSSC Seminar Series, Calcutta, août, 2005.
- Keynes, J. M., 1936, *The General Theory of Employment, Interest and Money*, New York: Harcourt, Brace et World.
- Khan, F., 1999, *SANGOCO Economics Project Discussion Document*, Cape Town, SANGOCO.
- Krugman, P. and Obstfeld, M., 1994, *International Economic Theory and Policy*, 3^e édition, New York: Harper Collins.
- Lewis, W. A., 1954, 'Economic Development with Unlimited Supplies of Labour', *The Manchester School of Economic and Social Studies*, Vol. 22.
- Liotard, J., 1984, *The Postmodern Condition: A Report on Knowledge*, trans. G. Bennington and B. Massumi, Minneapolis: University of Minnesota.
- Marais, H., 2001, *South Africa: Limits to Change*, 2e éd., Londres et Cape Town: Zed Books et Université de Cape Town Press.
- McLellan, D., 2000, *Karl Marx: Selected Writings*, 2e éd., Oxford: Oxford University Press.
- Meier, G. M., ed., 1995, *Leading Issues in Economic Development*, 6e édition, Oxford: Oxford University Press.
- Memmi, A., 1965, *The Colonizer and the Colonized*, New York: Orion Press.
- Mitchell, T., 2000, 'The Stage of Modernity', in T. Mitchell ed., *Questions of Modernity*, Minneapolis: Université de Minnesota Press.

- Nurkse, R., 1953, *Problems of Capital Formation in Underdeveloped Countries*, New York: Oxford University Press.
- Ohiorhenuan, J. F. E., 2003, 'Evolution of Development Thought', in G. Abdul-Ganiyu, ed., *Development Thought, Policy Advice and Economic Development in Africa in the Twentieth Century: Lessons for the Twenty-First Century*, Ibadan: Ibadan University Press.
- Polanyi, K., 1944, *The Great Transformation: The Political and Economic Origins of Our Time*, Boston: Beacon Press.
- Ray, D. 1998, *Development Economics*, Oxford: Oxford University Press.
- Rostow, W. W., 1960, *The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Said, E., 1978, *Orientalism: Western Conceptions of the Orient*, New York: Penguin Books.
- Shivji, I., 1976, *Class Struggles in Tanzania*, London: Heinemann.
- Shivji, I., 2005, 'South Africa's Second Primitive Accumulation', *Bulletin du CODESRIA*, nos. 3 & 4.
- Solow, R. M., 1956, 'A Contribution to the Theory of Economic Growth', *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 70, pp. 65-94.
- Stiglitz, J., 1998, 'More Instruments and Broader Goals: Moving Towards a Post-Washington Consensus', WIDER Annual Lecture, Helsinki.
- Stiglitz, J., 2002, *Globalisation and its Discontents*, Harmondsworth: Penguin.
- Sundaram, J. S., 2005, 'Economic Liberalisation and Development in Africa', discours adressé à la 11e Assemblée générale du CODESRIA, Maputo, décembre 2005.
- Tonnies, F., 1957, *Community and Society*, trans. C. Coomis, Michigan: Michigan State University Press.